

CH_VB 20017185 vom 21. Dezember 1988

Bundesverwaltung, 1988-12-21, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20017185__td_

FR: CH_VB 20017185 du 21 décembre 1988

IT: CH_VB 20017185 del 21 dicembre 1988

Erwägungen

E. 2

Förderung der Qualität;

E. 3

Festsetzung der Mindestanforderungen für Weine, die unter einer kontrollierten Ursprungsbezeichnung in den Handel gelangen dürfen. Zur Anpassung der Ernte an die Aufnahmefähigkeit des Marktes: Die Erfahrungen der letzten Jahre haben deutlich gezeigt, dass allein durch qualitätsfördernde Massnahmen die Ueberschussproduktion nicht verhindert werden kann. Aus diesem Grunde sollen drei regionale Kommissionen geschaffen werden: Westschweiz, Deutschschweiz und ita- lienischsprachige Schweiz. Es soll eine paritätische Kom- mission zwischen Produzenten und Einkellerern geschaffen werden. Die Zusammensetzung dieser Kommission wird noch zu Diskussionen Anlass geben. Der Bundesrat wird im Einvernehmen mit den Berufsorganisationen diese Kommis- sionen ernennen und ihnen auch Aufträge erteilen. Mit dieser Lösung sollte den Direktbeteiligten vermehrt Verant- wortung übertragen werden. Periodische Anpassung der Einfuhrkontingente: Um auf die- sem Gebiet etwas mehr Flexibilität zu gewähren, ist vorgese- hen, durch ein Versteigerungssystem einen Teil der Einfuhr- kontingente umzuverteilen. Zur Entschädigung für grosse Winterfrostschäden und die umweltgerechte Produktion: Neu sollen in Zukunft für grosse Frostschäden an den Rebstöcken - aber nicht für Fruchtschäden! - angemessene Entschädigungen ausbe- zahlt werden. Ebenfalls soll die umweltgerechte Produktion gefördert werden. Die Erneuerungsbeiträge betreffend Steil- lagen sind im Beschluss wiederum aufgenommen worden. In der Vorlage finden Sie zahlreiche Kommissionsanträge. Ich darf festhalten, dass die Kommission viele davon mit guten Stimmenverhältnissen und unter Zustimmung des Bundesrates angenommen hat. Es sind nur zwei Minder- heitsanträge eingereicht worden. Die Kommission hat dem vorliegenden Bundesbeschluss in der Schlussabstimmung mit 15 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt. Abschliessend möchte ich die Gelegenheit nutzen, der Kom- mission Kurath für die grossen Vorarbeiten zu danken, die sie geleistet hat. Danken möchte ich auch dem Bundesamt und dem Sekretariat und allen Kommissionsmitgliedern. Ich bitte den Rat um wohlwollende Aufnahme dieses Be- schlusses. M. Caccia, rapporteur: Le rôle de la viticulture dans notre pays avec quelque 140 km² de vignoble mérite d'être sou- ligné . Le nombre des exploitations est en diminution, mais la surface exploitée augmente dans presque tout le pays à quelques régions près. On assiste à des efforts intéressants pour l'amélioration de la qualité. Toutefois, ces dernières années on a vu naître des problèmes de quantité, de surpro- duction, à cause de quelques années exceptionnelles et cela pose des problèmes, même si l'on est en présence d'une importation considérable. Dans ces conditions, l'arrêté du 22 juin 1979 qui vient à échéance à la fin de cette année doit être remplacé par l'arrêté en discussion ce matin. Il vaut la peine de souligner que l'entrée en

matière sur ce nouvel arrêté a été votée à l'unanimité par votre commission, ce qui montre bien une volonté et une convergence d'idées.

2. März 1989 N 217 Massnahmen zugunsten des Rebbaus Le nouvel arrêté prévoit d'un côté, le maintien du cadastre agricole dans sa conception actuelle, afin de maintenir la surface agricole et de permettre un développement contrôlé de cette surface dans les régions qui méritent d'être occupées par la viticulture. D'un autre côté, ce nouvel arrêté prévoit le renforcement des mesures visant à promouvoir la qualité ainsi que des mesures pour adapter les récoltes aux besoins du marché et pour mieux régler les conditions d'importation par rapport à la production indigène. Votre commission a voulu aussi prévoir, dans cet arrêté, des contributions en faveur de la reconstitution des vignes sur les terrains en pente et en terrasses, contributions que le Conseil fédéral voulait laisser à la compétence des cantons. Elle prévoit également des contributions pour la reconstitution de vignes endommagées de façon importante par le gel d'hiver. Il y a eu une discussion très approfondie au sein de la commission en ce qui concerne l'article premier, sur le but de cet arrêté, discussion qui s'est évidemment développée dans différents articles de l'arrêté lui-même. La discussion sur la section 3 - contribution aux méthodes de culture respectueuses de l'environnement, aux reconstitutions et aux dégâts dus au gel d'hiver - s'est engagée en particulier sur la nécessité de soutenir des essais de cultures qui respectent davantage l'environnement, soit le paysage, soit la nature comme telle et une discussion très approfondie s'est engagée dans les secteurs de l'aide à la reconstitution et plus particulièrement dans le cas de dégâts de gel d'hiver. Dans la section 4 - promotion de la qualité et appellations - on a eu également une discussion très étendue, en soulignant d'un côté, les mérites de l'article 11 qui touche les catégories de moûts, ainsi que sur l'article 12, avec quelques divergences à propos des teneurs minimales en sucre, un des éléments qui détermine la qualité. Ce n'est pas le seul, il faut le souligner. Un problème qui se pose, c'est le fait que dans les différentes régions de Suisse, on arrive à des teneurs en sucre naturel assez différentes les unes des autres. Importante discussion en ce qui concerne les articles 13, 14 et 15 qui sont très importants en vue de l'amélioration de la qualité, c'est-à-dire les articles qui touchent l'indication de la provenance, l'appellation d'origine et l'appellation d'origine contrôlée. Là, la convergence d'idées a été presque totale à la conclusion des discussions. Dans la section 5, - prévention des récoltes excédentaires - on a eu des discussions animées autour de l'article 17, à propos des commissions régionales. Il faut dire que les expériences faites pendant les années 80 avec les organisations interprofessionnelles afin de régler les problèmes de production excédentaire, ont permis d'envisager des solutions qui devraient finalement pouvoir donner des résultats satisfaisants à l'avenir. Finalement à la section 7, article 25, on a beaucoup discuté à propos des mesures de limitation des importations. La vente aux enchères d'une partie des contingents a évidemment provoqué une très longue discussion. Il faut dire - comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner - que la convergence d'idées au sein de la commission a été très confortable, beaucoup de modifications de l'arrêté ont été adoptées à l'unanimité. Deux divergences seulement ont conduit à la formulation de propositions de minorité qui sont présentées dans le tableau synoptique que vous avez à disposition et, en particulier à l'article 7a, à propos des méthodes de culture respectueuses de l'environnement et à l'article 17, à propos de la composition et des tâches des commissions régionales qui devraient permettre de régler les productions excédentaires de façon satisfaisante. Les problèmes posés aujourd'hui sont assez limités. Les propositions qui ont été faites en commission pour modifier cet arrêté fédéral ne vont pas donner lieu à de grandes discussions, ayant été acceptées par le Conseil fédéral. A cet égard, je me dois aussi

de remercier les collaborateurs du Département qui nous ont permis de faire un travail rapide au sein de la commission et de remercier également le secrétariat qui nous a donné les résultats de ce travail en temps utile pour pouvoir en discuter aujourd'hui. Rüttimann: Der schweizerische Rebbau und die Weinwirtschaft stehen auf einer erfreulich hohen Qualitätsstufe. Dies kommt nicht von ungefähr. Die bisherige Gesetzgebung, aber auch die grossen Anstrengungen der Rebbaukantone, der Produzentenorganisationen, der Keltereibetriebe und des Weinhandels haben sehr massgebend dazu beigetragen. Schon seit 60 Jahren wird von der Verwertertschaft das Traubengut nach Oechslegraden gemessen und damit nach Qualität bezahlt. Vor allem aber in den letzten 30 Jahren hat sich das Know-how der inländischen Weinwirtschaft noch kontinuierlich verbessert, und unsere Landweine erfreuen sich auch bei unseren ausländischen Gästen einer grossen Beliebtheit. Wie in anderen Bereichen müssen wir feststellen, dass unsere Versorgung mit Wein nicht autark ist. Sie beträgt beim Weisswein 95, beim Rotwein gar nur 20 Prozent, zusammengerechnet 40 Prozent oder durchschnittlich 120 Millionen Liter pro Jahr. Der Import beträgt demnach 60 Prozent oder 180 Millionen Liter. Durch diese Situation sind die Schweizer Konsumenten in der Lage, jeder nach seinem «Goût» den Gaumen zu befriedigen. Der neue Rebbaubeschluss ist eine konsequente Fortführung der bisherigen Politik, und ich darf Ihnen daher den einstimmigen Eintretensbeschluss der CVP-Fraktion bekanntgeben. Wir begrüssen neben den bisherigen Massnahmen zur Qualitätsförderung auch die neu vorgeschlagenen wie die Festlegung eines einheitlichen Mindestzuckergehaltes für alle drei Weinregionen, also für das ganze Land - der allerdings nach unserer Meinung etwas tief angesetzt ist -, sowie die Festlegung von Qualitätskategorien gemäss Ursprungs- bzw. Herkunftsbezeichnung. Nachdem bei der Ursprungsbezeichnung nun auch ein Kantonsgebiet in die Liste der Kriterien aufgenommen wurde, können wir ebenfalls zustimmen, obwohl das zum Beispiel für die Ostschweizer Weinregion einige Erschwernisse bei der Kelterung und Lagerung mit sich bringen wird. Wichtig und richtig scheint uns auch der neue Abschnitt 5, Anpassung der Ernte an die Absatzmöglichkeiten, der aufgrund der Erfahrungen des abgelaufenen Jahrzehnts eingefügt wurde, als der Rebbaufonds für zwei Rekordernnten hintereinander massive Finanzspritzen für Ueberschussverwertungen und Lagerungsbeihilfen ausrichten musste. Neu sollen nun die drei regionalen Kommissionen in Zusammenarbeit mit den Kantonen dem Bundesrat Massnahmen zur Mengengrenzung vorschlagen, wenn die Ernteaussichten so gross sind, dass die zu erwartende Weinernte nicht abgesetzt werden könnte. Diese vorausschauende Ernteregulierung durch das Schneiden der Reben wie auch durch Ausbrechen eines Teils der heranwachsenden Trauben hat natürlich auch einen direkten Einfluss auf die Sonneneinstrahlung und damit auf den Zuckergehalt des Traubenmostes. Die Spekulation von Rebbauern in allen Regionen, in Erwartung eines Traumsommers wie 1988 alle Trauben bis zum Geht-nicht-mehr reifen zu lassen, dürfte also in Zukunft nicht mehr ohne weiteres aufgehen. Die Mindestzuckergehalte, wie sie für das ganze Land gelten und die die Kantone je nach Provenienz noch erhöhen können, dürfen nur in Härtefällen, zum Beispiel nach Hagelschlägen, unterschritten, d. h. vom Bundesrat nach unten korrigiert werden. Auch im Zusammenhang mit den Erfahrungen der Jahre 1985 und 1987 wurden von der Kommission, im Gegensatz zum Bundesrat, Beihilfen bei ausserordentlich schweren Frostschäden in den Beschluss aufgenommen. Allerdings wurden sie auf die Winterfrostschäden, das heisst auf die Erneuerung der erfrorenen Rebstöcke beschränkt. Ertragsausfälle als Folge von Frühjahrsfrösten sollen nach wie vor zum Unternehmerrisiko des Rebbauers gehören. Hingegen sind in den genannten beiden Jahren in der Ostschweiz

schwere Winterfrostschäden wie seit Menschengedenken nicht mehr aufgetreten. Es grenzte daher wohl an Pharisäertum, wenn in solchen ausserordentlichen Situationen Nichtgeschädigte behaupten wollten, in derart frostgeschädigten

Mesures en faveur de la viticulture 218 2 mars 1989 Regionen sollte der Weinbau ohnehin aufgegeben werden, eine Frostschadenentschädigung würde höchstens die Liquidierung dieser Rebgebiete verzögern. Die CVP-Fraktion unterstützt auch vorbehaltlos die Weiterführung der Erneuerungsbeiträge für Rebanlagen in Steillagen und auf Terrassen, dies nicht nur, weil in diesen Lagen vom besten Traubengut heranwächst, sondern auch, weil die Bewirtschaftung dort erschwert ist und vielfach nur mit Handarbeit bewältigt werden kann. Im Sinne der Landschaftspflege haben wir aber ein aktuelles Interesse daran, dass auch die Steilhänge bepflanzt und gepflegt werden. Die Beibehaltung der Erneuerungsbeiträge lässt sich schon allein daraus rechtfertigen. Meine Fraktion stimmt auch der von Bundesrat und Kommission vorgeschlagenen Versteigerung der Importkontingente zu, dies allerdings nicht mit grossem Enthusiasmus. Es ist zuzugeben, dass eine periodische Versteigerung eines Teils der Kontingente eine Entkrampfung des starren Systems bewirken könnte. Die vor einigen Jahren eingeführte Kontingentssteigerung bei den Futtermittelimporten hat bisher nicht viel bewegt. Die Kontingentinteressenten sprechen sich vor der Versteigerung ab. Sie werden allerdings dabei zur Kasse gebeten, und da diese Gelder in den Rebbaufonds fliessen sollen, sind wir der Auffassung, man solle den Versuch einmal laufen lassen. Zum Schluss: Wir geben dem neuen Rebbaubeschluss, wie ihn der Bundesrat vorschlägt, eine gute Note, allerdings auch dank den textlichen Verbesserungen der Kommission. Insbesondere die Artikel 12 bis 15, Mindestzuckergehalt, Herkunfts- und Ursprungsbezeichnung und Kontrolle, wurden als kompliziert und damit unklar kritisiert. Es ist aber anzuerkennen, dass der Departementsvorsteher, die Verwaltung und die Kommission in einer ausgesprochen konstruktiven Weise sich zu einem Konsens gefunden haben, zu einer Vorlage, die Ihnen heute präsentiert wird. Für einmal gehörten die gegensätzlichen Interessen nicht den gegenüberliegenden politischen Standpunkten an, sondern eher den verschiedenen Weinbauregionen. Lobend erwähnen möchte ich auch, dass in dieser Vorlage die Mitarbeit der Kantone der Weinbauregionen und die Selbstverantwortung der Produzenten und ihrer Organisationen grossgeschrieben wird. Wir glauben daher, dass diese Vorlage eine gute Grundlage für die Fortführung eines qualitativ und wirtschaftlich hochstehenden Weinbaus ist. Treten wir für sie ein und sorgen wir dafür, dass sie auch in die Tat umgesetzt wird! Frau Hafner Ursula: Die sozialdemokratische Fraktion ist mit den Massnahmen zugunsten des Rebbaus, wie sie die Kommission beschlossen hat, im grossen und ganzen einverstanden. Der Weinanbau ist Teil unserer Kultur, und wir meinen, dass auch dieser Teil der Landwirtschaft geschützt werden soll. Wir begrüssen es insbesondere, dass im neuen Rebbaubeschluss der Hauptakzent auf der Förderung der Qualität liegt, dass also hier das Leitmotiv dieser Legislaturperiode «Qualitatives statt quantitatives Wachstum» Gestalt annimmt. Unter Qualität verstehen wir zweierlei. Da geht es zunächst einmal um die Qualität im herkömmlichen Sinn, um den natürlichen Mindestzuckergehalt, den die Trauben aufweisen müssen, damit sie noch zu Wein verarbeitet werden können. Das Konsumentenmagazin «Kassensturz» hat kurz vor Weihnachten mit einem Weintest gezeigt, in welchem Masse in den Kantonen, die in bezug auf den natürlichen Mindestzuckergehalt keine hohen Ansprüche stellen, mit Rübenzucker nachgeholfen wird. Die SP-Fraktion erachtet es als richtig, dass die Kommission den Mindestzuckergehalt im Beschluss verankern will. Von unserer Seite wurde dazu ursprünglich ein weitergehender Antrag gestellt. In unserer

Fraktion waren nicht alle zufrieden, dass wir schliesslich auf die 55 Grad Oechsle für Weissweine und 58 Grad Oechsle für Rotweine einlenkten. Was die Herkunfts- und Ursprungsbezeichnungen betrifft, so können wir uns inhaltlich mit den Artikeln 13 bis 15 einverstanden erklären. Nur wäre es unserer Meinung nach richtiger gewesen, die Bezeichnungen, wie es ursprünglich vorgesehen war, auf dem Verordnungsweg zu regeln, sei dies nun in der Lebensmittelverordnung oder im Weinstatut. Diese flexiblere Lösung hätte leichter mit anderen Gesetzen und allenfalls mit internationalen Bestimmungen in Einklang gebracht werden können. Nun zum anderen Aspekt der Qualität, nämlich zur Qualität aus ökologischer Sicht. Wir meinen, ökologische Kriterien sollten bei Qualitätsförderung und Qualitätsbezeichnung auch eine wesentliche Rolle spielen. Es sollte z. B. auch eine Kategorie «umweltgerecht produzierter Wein» geschaffen werden. Es ist uns sehr wichtig, dass hier die gesetzliche Grundlage geschaffen wird für die Unterstützung umweltgerechter Anbaumethoden, wie integrierte Produktion und biologischer Anbau. Diese Anbaumethoden sind aufwendiger. Sie verlangen ausserdem eine intensivere Beratung und Kontrolle. Ich erinnere mich an eine Fernsehsendung, die aufzeigte, wie sehr im Landwirtschaftssektor die von der chemischen Industrie bezahlten Berater gegenüber den neutralen Beratern in der Ueberschusszahl sind. Sie wollen selbstverständlich die chemischen Produkte verkaufen. Es ist deshalb wichtig, dass Mittel zur Verfügung stehen für Berater, welche den umweltgerechten Anbau fördern. Die Förderung der Qualität im herkömmlichen und im ökologischen Sinn spielt auch eine positive Rolle bei der Verhinderung von Ernteüberschüssen. Höhere Ansprüche in Bezug auf den Mindestzuckergehalt und konsequent umweltschonende Produktionsweisen wirken sich, so betrachtet, nicht nur für die Konsumenten und für die Böden positiv aus, sondern unter Umständen auch für den Rebbaufonds. In Zeiten hoher Ueberschussernten, wie z. B. 1982 und 1983, wurde der Rebbaufonds arg geschröpft. Regionale Kommissionen sollen nun für die Verhinderung solcher Ueberschüsse besorgt sein. In diesen Kommissionen sollten unserer Meinung nach auch die Konsumentenorganisationen vertreten sein. Ich verweise dazu auf den Minderheitsantrag Neukomm. Eine Streichung der Beiträge zur Erneuerung von Reben in Steillagen und auf Terrassen würde vor allem kleinere Familienbetriebe treffen. Wir wollen jedoch nicht die Weinfarm fördern, sondern den Weinberg. Die Bewirtschaftung ist hier viel mühsamer und der Ertrag oft bescheidener als in flachen Gebieten, und die Winzer leisten mit ihrer Arbeit auch einen Beitrag an die Landschaftspflege, wie Herr Rüttimann das schon hervorgehoben hat. Wir sind deshalb für die Beibehaltung dieser Erneuerungsbeiträge. Auch den Beiträgen zur Milderung schwerer Frostschäden stimmen wir mehrheitlich zu. Ich gestehe, dass dieser Punkt mir als Schaffhauserin besonders am Herzen liegt. Es war für unsere Weinbauern unverständlich, dass bisher immer wieder beträchtliche Summen für Verwertungsmassnahmen in andere Weingebiete fliessen, sie aber leer ausgingen, wenn die Natur die Ernte einmal allzu drastisch reduzierte. Dies war z. B. 1985 der Fall, als die Schaffhauser Winzer infolge Frostschäden eine Einbusse von 71 Prozent erlitten. Ständerätin Esther Bühler verlangte damals in einer Interpellation, es seien die nötigen rechtlichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass den Betroffenen aus dem Rebbaufonds Mittel zur Ueberbrückung einer solchen Durststrecke ausgeschüttet werden können. In der Kommissionsfassung des Zweckartikels 1 sind sie nun unter Literae vorhanden. Es mag den einen oder anderen Winzer enttäuschen, dass der Ertragsausfall infolge Frühjahrsfrost nicht berücksichtigt wird. Nun, ich habe Verständnis für die Befürchtungen unseres Landwirtschaftsministers, mit einer so weitgehenden Entschädigung könnten Forderungen nach Frostschädigungen auch in anderen

landwirtschaftlichen Bereichen oder nach Entschädigungen für andere von der Natur verursachten und nicht versicherten Schäden Tür und Tor geöffnet werden. Herr Bundespräsident Delamuraz hat uns andererseits versichert, in einem wirklich katastrophalen Jahr würde eine ausserordentliche Hilfsaktion beschlossen, wie dies bei den Frostschäden von 1956 der Fall war. Die Weinbauern müs-

2. März 1989 . N 219 Massnahmen zugunsten des Rebbaus sen aber Gewissheit haben, dass ihnen geholfen wird, wenn der Winterfrost die Kulturen zerstört hat. Das bringt einen Ernteausfall für weitere drei bis vier Jahre. Waren es junge Reben, die dem Frost zum Opfer gefallen sind, muss der Rebbauer lange auf die Früchte seiner Arbeit warten. Das Bundesgesetz über Investitionskredite in der Landwirtschaft hilft den Ostschweizer Bauern wegen seiner einschränkenden Bestimmungen oft nicht weiter. Denn bei uns dominieren nicht die Grossbetriebe, sondern die mittleren und kleinen. Der Rebbau dient häufig als Nebenerwerb. Er hilft beispielsweise einem Bauern mit einem kleinen Betrieb, seine Existenz zu sichern. Ich bitte Sie deshalb, auch den Artikeln 1 Buchstabe e und 7b zuzustimmen. Rutishauser: Ich spreche für die SVP-Fraktion und als Ostschweizer Rebbauer. Um Verwechslungen vorzubeugen, möchte ich Ihnen sagen, dass ich nichts zu tun habe mit einer grossen Ostschweizer Weinhandlung, die zufällig den gleichen Familiennamen trägt. Ich bewirtschafte lediglich 1,3 Hektaren Reben. Wie es in der deutschsprachigen Schweiz grossmehrheitlich die Regel ist, wird der Rebbau als Ergänzung zu anderen landwirtschaftlichen Betriebszweigen betrieben. Dadurch wird vielen kleineren und mittleren bäuerlichen Familienbetrieben die Existenzgrundlage verbessert oder sogar gesichert. Wenn im Zusammenhang mit Rebbau von der Ostschweiz gesprochen wird, sind die Rebgebiete der ganzen deutschsprachigen Schweiz gemeint. Der Weinbau ist in der Ostschweiz anders strukturiert als in der Westschweiz. Bei uns ist er eher kleinflächig auf die geeignetsten Lagen verteilt. Es bestehen wenig grosse geschlossene Weinbaugebiete. Wenn die Bedeutung des Weinbaus in der Ostschweiz gemessen an der übrigen landwirtschaftlichen Produktion eher eine untergeordnete Rolle spielt, so trifft das auf den einzelnen Rebbauer in der Ostschweiz nicht zu. Für viele Familienbetriebe bedeutet der arbeitsintensive Weinbau die Existenzgrundlage oder mindestens einen wesentlichen Teil des Betriebseinkommens. Eine Erneuerung des ablaufenden Rebbaubeschlusses drängt sich auf, damit das Rebbaukataster in der heutigen Form beibehalten werden kann. Diese Einschränkung der einheimischen Produktion hat sich bewährt und wird auch von den Produzenten akzeptiert und als zumutbar empfunden, obwohl etwa 60 Prozent der in unserem Land konsumierten Weine importiert werden. Wir erwarten aber, im Interesse der Agrarpolitik, einen Schutz der einheimischen Produktion vor weiteren Importen und eine angemessene Förderung und Unterstützung des schweizerischen Rebbaus zugunsten der Traubenproduzenten in bezug auf die Einkommenssicherung, des Landschaftsschutzes, der Raumplanung und einer naturnahen Produktion. Der vorliegende Entwurf, ergänzt durch die Anträge der vorberatenden Kommission, entspricht diesen Anforderungen weitgehend. Die verschärften Massnahmen zur Qualitätsförderung sind als Schutz für die einheimische Produktion zu verstehen. Einem verschärften internationalen Wettbewerb kann mit hoher Qualität am besten begegnet werden. Mit der Festlegung einer Mindestgradation im Bundesbeschluss wird eine für die ganze Schweiz gültige Limite für die Herstellung von Wein eingeführt. Diese Neuerung wird für die Ostschweiz bedeutungslos sein, liegt doch ihr Mindestzuckergehalt bereits heute wesentlich über den vorgeschlagenen Mindestanforderungen des Bundes. Die neue Einteilung in drei Kategorien hingegen wirkt sich für die Ostschweiz ungünstig aus, weil unter den Weinen der ersten Kategorie (mit

Ursprungsbezeichnung) nicht mehr die Produktion einer Sorte aus der ganzen 'Ostschweiz zusammengefasst werden kann. In der Kommission konnten wir uns darauf einigen, dass auch das Produktionsgebiet eines Kantons als Ursprungsbezeichnung anerkannt wird. Das heisst, dass anstelle der heute bekannten Ostschweizer Riesling in Zukunft ein Zürcher, ein Aargauer oder ein Thurgauer Riesling/Sylvaner separat abgefüllt werden muss, wenn er mit der Ursprungsbezeichnung in der Kategorie I verkauft werden soll. Mit diesem Kompromiss können wir uns abfinden, weil diese Einteilung eine Annäherung an die europäische Regelung bedeutet und dem Konsumenten eine bessere Orientierung über die Herkunft des betreffenden Weines erlaubt. Als Produzenten sind wir interessiert daran, dass die Konsumenten eine Beziehung zum Produktionsgebiet oder der Gegend, aus der der Wein stammt, haben. Wenn der Bund Beiträge leistet zur Förderung umweltgerechter Anbaumethoden, werden Produzenten und Kantone animiert, die angelaufenen Bestrebungen für naturnahe Produktionsmethoden intensiv weiterzuverfolgen. Mit der Ernennung regionaler Kommissionen, welche mit der Ausarbeitung von Vorschlägen zur Anpassung der Ernte an die Absatzmöglichkeiten beauftragt werden können, sollen Weinüberschüsse vermieden werden. Positiv an dieser Lösung ist, dass die Produktionsgebiete und die Produzenten selber mehr Eigenverantwortung übernehmen müssen. Die Reduktion der Traubenmenge am Stock soll bei Grossernten wenn immer möglich Priorität haben vor der Begrenzung der Uebernahmefähigkeit, weil damit die Qualität verbessert werden kann. Erfreulich ist, dass weiterhin die Erneuerung von Rebbergen in Steillagen unterstützt wird. In diesen Lagen sind die Erneuerungskosten besonders hoch. Diese Parzellen eignen sich kaum für andere Kulturen. Zudem handelt es sich in der Regel weniger um grosse zusammenhängende Flächen, die rationell bearbeitet werden können, als um Einzelparzellen. Die Beiträge rechtfertigen sich somit auch aus landschaftsschützerischen Gründen. Dass in der Ostschweiz seit über dreissig Jahren keine Absatzsorgen aufgetreten sind, ist einerseits auf die strengen Qualitätsvorschriften und andererseits auf sporadisch auftretende Frostschäden zurückzuführen. Die in den letzten Jahren kurz nacheinander aufgetretenen, zum Teil verheerenden Winterfröste - 1985 und 1987 - haben einzelne Rebbetriebe in eine schwierige Lage gebracht. Besonders hart ist es, wenn nach grossen Ertragsausfällen die frostgeschädigten Rebberge erneuert werden müssen und deshalb nochmals auf zwei Ernten verzichtet werden muss. Die im neuen Rebbaubeschluss vorgesehenen Erneuerungsbeiträge zur Milderung von Härtefällen bei Frostschäden sind darum angebracht. Schliesslich ist es angezeigt, dass der Bund bei der Förderung des Rebbaus nebst den Erfordernissen des Natur- und Heimatschutzes, des Umweltschutzes und der Raumplanung auch der Förderung des bäuerlichen Familienbetriebes Rechnung trägt, d. h. dass der Rebbau unserer Landwirtschaft als Produktionsmöglichkeit erhalten bleibt. Im Namen der einstimmigen SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf diese Vorlage einzutreten und den Anträgen der Kommission zuzustimmen. Hingegen empfehle ich die Ablehnung der Minderheitsanträge. Biel: Nachdem Paul Rutishauser sehr sympathisch seine Interessenbindung dargelegt hat, tue ich das auch. Ich mache das um so lieber, als ich vermutlich die Mehrheit in diesem Saal vertrete, nämlich die Konsumenten. Daher erklärt sich auch mein Engagement für die Weinpolitik, der ich schon seit Jahren grosse Aufmerksamkeit widme. Wir haben einen Rebbaubeschluss, der sehr gut konzipiert war und von der Kommission unseres Erachtens noch wesentlich verbessert worden ist. Das ist etwas Erfreuliches. Weniger erfreulich ist, dass dieser Rebbaubeschluss erst heute diskutiert wird. Schon vor vielen Jahren hätte man das, was man mit diesem Beschluss erreichen will, einführen müssen, aber unsere

Weinpolitik stand ja, wie ich es schon einmal im Nationalrat erklärt hatte, unter dem Motto «Privatisierung der Gewinne, Sozialisierung der Verluste». Der Bundesrat ist an dieser Entwicklung wesentlich mitverantwortlich, weil er nämlich das wichtigste Instrument in der Hand hat, die Regelung der Einfuhren. Der Weinbau ist nicht, wie man immer behauptet, ein relativ freier Zweig der Landwirtschaft. Er ist durch die ausserordentlich scharfe

Mesures en faveur de la viticulture 220 N 2 mars 1989 Importbewirtschaftung einer der am stärksten reglementierten Zweige. Dazu kam die Gewissheit der Produzenten und Einkellerer, dass ja nichts schiefgehen kann, weil im Notfall immer «Papa Bund» einspringt und zahlt, was er zu Beginn der achtziger Jahre auch kräftig getan hat - ich erinnere an die unselige Lageraktion, die Dutzende von Millionen Franken verschlungen hat, an die Ueberschussverwertungsaktionen unter dem Titel «Sanierung». Sie haben mit Sanierung nichts zu tun, die Sanierung findet jetzt durch die beabsichtigte Politik statt. All das haben die Konsumenten bezahlt. Der Rebbaufonds wird von Importabgaben gespiesen, die von den Konsumenten bezahlt werden. Das muss man einmal festhalten. Deshalb auch die grosse Verantwortung der Behörden. Nun hat der Bundesrat schon einmal einen Versuch unternommen, zu Beginn der achtziger Jahre, etwas von dem, was wir nun durchführen wollen, einzuführen, aber da kam eine wilde Protestaktion, ein absolutes Nein seitens der Kantone und der Organisationen. Es brauchte noch einige Jahre der Plünderung des Rebbaufonds für Ueberschussverwertung, bis man soweit war und einlenkte. Schade, dass es immer so lange dauert. Diese Politik hat nicht nur den Konsumenten, sondern auch der Branche selbst geschadet, und alle diejenigen, die Mass gehalten haben und vernünftig waren, sind natürlich in diesem Markt mitbetroffen, und das halte ich für sehr schade, das hätte man anders haben können. Ich komme zum Beschluss: Sein Kern ist eigentlich der Versuch, die Qualitätsförderung zu verstärken oder in dieser Art und Weise überhaupt erst einzuführen. Mir scheint, dass dies ausserordentlich wichtig ist. Die Kommission hat nun erneut Beiträge für die Erneuerung von Reblagen eingeführt. Mir geht das etwas zu weit. Mir hätte es genügt, wenn man die allgemeinen Beiträge an die Erneuerung an die Bedingung geknüpft hätte, dass sie für Gebiete gedacht sind, in denen Reben weiterhin aus Natur- und Heimat-schutzgründen angebracht sind, aber ich kann auch mit dieser Bestimmung leben. Richtig scheint mir dagegen, dass wir für schwere - ich betone schwere - Frostschäden ebenfalls Erneuerungsbeiträge geben. Das scheint mir eine Selbstverständlichkeit. Wenn man für Ueberschüsse Millionen zum Fenster hinauswerfen kann, scheint es auch angebracht, dass wir etwas unternehmen, das dann auch wirklich den Produzenten zugute kommt. Wir haben ausdrücklich schwere Frostschäden drin, und wir haben auch Entschädigungen für Ertragsausfälle abgelehnt. Es braucht auch im Rebbau ein gewisses unternehmerisches Risiko, aber für die Erneuerung von Rebbergen im Zusammenhang mit schweren Frostschäden gibt es gute Gründe. Schliesslich haben wir einen Begriff neu eingeführt in diesen Beschluss: die Förderung des Familienbetriebes. Man hat sich dagegen von verschiedener Seite gewehrt, aber es steht ja alles immer unter diesem Motto. Wir wollen nicht die Weinhändler, die Reblagen besitzen, auch noch unterstützen, sondern wirklich den bäuerlichen Familienbetrieb. Das ist um so wichtiger, als wir jetzt die Beiträge wieder weiterführen, die wir von früher her kennen, und für schwere Frostschäden Entschädigungen geben. Es ist also nicht die Meinung, dass Weinhändler, die auch noch Reben haben, entschädigt werden sollen. Das gilt natürlich erst recht für Hobbywinzer. Das muss hier ganz klar gesagt sein. Ich habe nichts gegen Hobbywinzer, im Gegenteil, aber die ganze Rechtfertigung für diese Massnahmen stellt die

Landwirt- schaftspolitik und nichts anderes dar. Das muss deutlich gesagt werden. Nun komme ich zu einer Neuerung, die auch zu einer Verbesserung der Verhältnisse beitragen wird: die Klassifi- zierung der Weinmoste. Sie scheint mir sehr vernünftig. Weniger gefällt mir die Art und Weise, wie die Mindestzuk- kergehalte geregelt werden sollen. 55 Grad Oechsle ist nicht Wein, sondern Most, und das sollen wir als Wein bezeich- nen? Für mich ist das unerklärlich. Die Schweizer zahlen für Schweizer Wein recht anständige Preise, also haben sie doch Anspruch darauf, dass es Wein ist und nicht Most. Mir scheint, dass wir hier zu tief gegangen sind. Aber in der Kommission hatten wir darüber ja recht engagierte Diskus- sionen. Ich kann ganz beruhigt sein; nachdem ein Wein- bauer wie Paul Rutishauser wesentlich höhere Oechsle- grade vorgeschlagen hat, kann das ja nicht so absolut «daneben» sein. Wenn Sie so wenig alkoholhaltige Moste als Wein bezeichnen, ist es am Bundesrat, über die Lebens- mittelverordnung zum Rechten zu sehen. Was in letzter Zeit vom Fernsehen gezeigt wurde, nämlich wie man Moste zu hochgradigem Wein aufzuckert, geht zu weit. Ich glaube, dass solche Praktiken der Branche sehr stark geschadet haben. Hier erwarte ich vom Bundesrat, dass er, was er versprochen hat, in der Lebensmittelverordnung regelt. Dort soll ganz hart festgelegt werden, von welchem Oechslewert an man überhaupt Wein machen kann und wann man zuk- kern darf. Das musste in diesem Zusammenhang klargestellt werden. Nun werden aber auch die Kantone zur Verantwortung gezogen werden. Sie, die ja bis jetzt alles weit von sich gewiesen haben, was der Bund machen wollte. Die Kantone haben es nun in der Hand, über die Qualitätsbezahlung richtig zu operieren. Es ist relativ einfach. Wir haben in der Ostschweiz seit langem ein gutes System, indem man den Grundpreis für eine Qualität bezahlt, die recht hoch ange- setzt ist. Es gibt auch andere Kantone, die nun so angefan- gen haben, und gegenüber diesem Grundpreis gibt es dann bekanntlich die progressiven Abzüge oder Zuschläge. Ich erwarte nun, dass die Kantone ihre Versprechungen wahr machen, ihre Verantwortung übernehmen. Dann sollten sich die Verhältnisse bessern. Schliesslich haben wir die Her- kunfts- und Ursprungsbezeichnungen. Die Kommission hat versucht, sie im Beschluss so zu benennen, dass ein norma- ler Bürger sie auch versteht, wenn er die Etikette liest. Ich bin überhaupt der Meinung, wir brauchen diese klare Rege- lung, damit ein Weintrinker nicht zuerst mehrjährige Semi- nare besuchen muss, bis er weiss, was in der Flasche ist, die er bestellt. Auf diesem Gebiet soll ja jetzt einiges besser werden. Lieber die Mengensteuerung ist bereits von ver- schiedener Seite gesprochen worden. Ich selber sehe nicht ein, warum in den regionalen Kommissionen - denen doch eine Schlüsselrolle zukommt - die Konsumenten, die ja letztlich für alles aufkommen, nicht vertreten sein sollen. Ich unterstütze den entsprechenden Minderheitsantrag. Kommen wir nun zu einer Neuerung beim Import: Jede Kontingentierung ist vom Teufel, das wissen wir. Man kon- tingentiert ja, weil man eine Ware knapp halten will. Und wenn eine Ware knapp ist und die Nachfrage gross, dann drängen sich alle darum, ein Importkontingent zu bekom- men. Nun versucht der Bundesrat erstmals, in diesem Bereich eine gewisse Lockerung einzuführen: Wenn schon nicht kontingentiert werden kann, wird über eine Versteige- rung etwas Wettbewerb - Wettbewerb ist es zwar eigentlich nicht - hineingebracht. Das hat in der Weinbranche zu erheblichen Diskussionen Anlass gegeben. Man hätte auch eine andere Methode wählen können. Das Leistungssystem wird aus verschiedensten Gründen als nicht geeignet ange- sehen. Man hätte es vielleicht bewältigen können, aber man hätte eine lockerere Importpolitik betreiben müssen. Dann hätte niemand mit seinem Kontingent Geld verdienen können. Der Bundesrat und sein Departement haben auch weiterhin auf diesem Gebiet eine wichtige Funktion. Erstens müssen sie das Gesamtkontingent, also den

gesamten Import in die Schweiz, genügend gross gestalten, damit der Importeur auch einige Risiken laufen muss, und zweitens können sie die Individualkontingente nicht nur um 5 Prozent kürzen, sondern sie haben die Möglichkeit, bis 15 Prozent zu gehen. Dann besteht auch für denjenigen, der zurücksteigert, ein gewisses Risiko, und das soll er auch tragen, wenn er Unternehmer ist. Zusammenfassend können wir sagen, dass mit dem Rebbaubeschluss in der Weinpolitik eine neue Phase eingeleitet worden ist. Entscheidend ist nun, wie diese Bestimmungen realisiert werden. Wir müssen ja auch noch das Weinstatut anpassen und die Lebensmittelverordnung ändern. Erst dann

2. März 1989 N 221 Massnahmen zugunsten des Rebbaus können wir sagen: Wir haben eine neue Phase in unserer Weinpolitik realisiert. Dann nämlich stimmt es wieder, dann sind Gewinne und Verluste privatisiert. Meier-Glatfelden: Im Protokoll des Nationalrates vom

E. 5

Juni 1979 lese ich: «Unsere Kommission tagte am 7. Mai in Rivaz und erledigte das Geschäft in zweieinhalb Stunden.» Es wird auch in unserem Rat keine grosse Diskussion mehr auslösen. Unsere heutige Kommission tagte trockengesetzt, nicht in einem schönen Rebbaudorf, sondern im Bundeshaus. Wir brauchten allerdings statt zweieinhalb Stunden über zehn Stunden für die Beratungen. Man sieht: ein Glas guter Wein beflügelt. Im damaligen Protokoll des Nationalrates fand ich kein Wort über umweltgerechte Anbaumethoden. Uebrigens im Vorschlag des Bundesrates für den jetzt zu behandelnden Rebbaubeschluss auch nicht. Auch die grüne Fraktion unterstützt die Ziele des neuen Rebbaubeschlusses. Die gegenwärtige Rebfläche soll erhalten bleiben. Die Produktion von Qualitätstrauben soll gefördert werden. Die bäuerlichen Familienbetriebe sollen durch Sicherung eines angemessenen Einkommens erhalten bleiben. Die Zukunft unseres inländischen Rebbaues kann nur durch qualitativ hochstehende Weine gesichert werden. Zwar beteuert man überall die Qualitätsförderung. Aber wir alle wissen, dass, auch noch in den achtziger Jahren, bloss Appelle zur Erntedisziplin wenig fruchten, solange Quantität mehr Geld in die Kasse bringt als Qualität. Oberstes Prinzip dieses Rebbaubeschlusses muss deshalb sein: Qualität vor Quantität. Dazu gehört unbedingt die Förderung der umweltgerechten Bewirtschaftung. Zu den umweltgerechten Anbaumethoden gehört die integrierte Produktion, aber auch der biologische Weinbau muss vom Bund unterstützt werden. Mit umweltgerechten Anbaumethoden entstehen keine Ueberschüsse, die nachher auf Staatskosten verwertet werden müssen. Die Förderung der integrierten Produktion und des biologischen Weinbaus ist heute ein Gebot der Zeit. Diese Forderung wurde bereits im 6. Landwirtschaftsbericht anerkannt. Lebensmittel aus umweltgerechter Produktion haben gegenüber den billigen Agrarprodukten aus dem Ausland einen besseren Marktwert. Eigentlich wollte ich mit einem neuen Artikel die Kontrolle von umweltgerechten Produktionsmethoden im Rebbaubeschluss verankern. Man hat mir von höchster Stelle - Herr Bundesrat - klar gemacht, dass dies ins Konsumenteninformationsgesetz hineingehöre und dass die Knospe, die Schutzmarke für Produkte aus biologischem Landbau, dort verankert würde. Die grüne Fraktion zählt auf dieses Versprechen, Herr Bundespräsident Delamuraz. Wie ich schon sagte, ist die grüne Fraktion für die Erhaltung der bäuerlichen Familienbetriebe und die Erhaltung rebbaulich geprägter Landschaften. Wir unterstützen deshalb die Erneuerungsbeiträge an Rebberge in Steillagen und auf Terrassen. Wir unterstützen auch Beiträge für die Erneuerung von Rebbergen wegen Winterfrösten. Wir wenden uns aber gegen Bundesbeiträge für Güterzusammenlegungen

und Arrondierungen und stellen deshalb für Artikel 7c einen Streichungsantrag. Leider werden Meliorationen noch immer in technokratischer Manier durchgeführt. Trockenmauern werden durch Beton ersetzt. Naturnahe Restgebiete werden rationalisiert und verdrängt. Im Endeffekt richten sich Güterzusammenlegungen gegen die Natur und bringen - gewollt oder ungewollt - eine Intensivierung und Produktionssteigerung aber keine Qualitätsförderung. Ich fasse zusammen: Qualität vor Quantität und deshalb Förderung der umweltgerechten Produktion, aber keine weitere Förderung von Rationalisierungen durch den Bund. In diesem Sinne ist die grüne Fraktion für Eintreten. M. Couchepin: Tout d'abord, je dois confirmer mes liens d'intérêt, en tant que président du conseil d'administration d'une société propriétaire de domaines, qui élève des vins produits par les vigneron. Cela dit, au nom du groupe radical, je porte une appréciation positive sur cet arrêté qui doit accompagner et encadrer révolution de la viticulture pendant les dix prochaines années. J'ai bien dit encadrer et accompagner, et non diriger, car la viticulture, comme toutes les autres branches économiques, doit faire elle-même l'essentiel. J'ajoute aussitôt que l'appréciation qu'on peut faire sur la capacité de cette branche d'agir et de réagir par elle-même est positive. La viticulture a démontré, au cours de ces dernières années, ce qu'elle était capable de faire. En effet, nous avons vécu, depuis 1982, des années difficiles, marquées par une crise de surproduction qui est en voie de résolution, grâce à l'aide indispensable de la Confédération, mais aussi et surtout - je l'ajoute à l'intention de M. Biel - grâce à la branche elle-même. Certes, la Confédération a aidé, ce qui était nécessaire, mais la viticulture elle-même a fait des sacrifices encore plus importants qui ont été marqués par des pertes dans plusieurs entreprises. Un autre élément qui appelle la réflexion est celui de la construction de l'Europe communautaire à nos portes. Or, cette Europe est un lieu de production de vins en abondance et de haute qualité. Certes, la Suisse jouit d'une situation particulière, puisque, parmi les producteurs importants de vins, elle est le seul pays européen qui importe davantage de vins qu'il n'en exporte. Cette situation nous permet de défendre avec une légitimité morale et politique la situation de protection aux frontières qui est celle de notre viticulture. Malgré cela, nos viticulteurs doivent savoir que la concurrence de l'Europe se fera plus forte au cours des années qui viennent. Ils doivent donc à tout prix jouer leurs atouts, et cet arrêté veut, en particulier, leur permettre de les mettre en valeur, car ils existent vraiment. Le but le plus général de l'arrêté est le maintien d'une viticulture diversifiée dans notre pays, d'où le refus des solutions maximalistes. Sur ce point, j'évoquerai deux exemples: le premier, c'est l'article relatif à la teneur minimale en sucre, le deuxième étant l'aide aux viticulteurs frappés par un gel d'hiver important. Premier point: teneur minimale en sucre. Il est vrai qu'elle a été fixée à un niveau relativement bas, mais il faut pourtant rappeler que pour le vignoble alsacien, non dénué de qualités, elle est à 51 degrés, sauf erreur. En Suisse, deux groupes auraient été d'accord pour un degré Oechsle plus haut. Ce sont les Valaisans et les producteurs de Riesling, pour deux raisons bien différentes: les Valaisans parce qu'ils sont issus d'une région qui est, je crois, extrêmement favorisée du point de vue climatique, et que, depuis des années, ils ont des teneurs minimales en sucre bien plus élevées que celles-là et que cela fonctionne très bien. Les producteurs de Riesling auraient pu aussi admettre une teneur minimale en sucre plus élevée parce que le Riesling lui-même est un plant qui permet de favoriser les degrés Oechsle. En principe et en général, on admet qu'un producteur de Riesling a cinq degrés de plus qu'un producteur de chasselas, et, si l'on avait fixé à la hauteur du Riesling, le degré moyen Oechsle indispensable pour transformer le moût en vin, on aurait alors vu certaines régions qui produisent aujourd'hui du chasselas passer au Riesling et encombrer le

marché. Or, le Riesling a un marché qui, à la limite, est juste équilibré. Il ne faut donc pas trop polémiquer sur ce point, car on doit donner des explications complémentaires qui obligent les gens à avoir une opinion différenciée. J'ajoute encore à l'intention de M. Biel que le paiement au degré existe en Suisse romande depuis longtemps et que tout le monde est satisfait de ce système de paiement. Le deuxième point où l'on a marqué l'intention du législateur de favoriser une viticulture diversifiée, est cette fameuse aide lors des gels d'hiver importants. Je suis personnellement assez sceptique à l'égard de cette mesure. Je l'accepte cependant, parce qu'elle m'apparaissait avoir une valeur symbolique, et même matérielle, pour le maintien de la viticulture dans la région du Nord-Est de la Suisse. Deuxième but important de l'arrêté: favoriser l'enracinement régional. Pour cela, on a mieux défini les appellations. Le

Mesures en faveur de la viticulture 222 N 2 mars 1989 Conseil fédéral, avec la commission, a trouvé une solution qui permet d'éviter toute confusion entre les appellations de provenance, les appellations d'origine et les appellations d'origine contrôlée, ces dernières requérant des exigences plus élevées que les autres. L'arrêté veut aussi - et c'est une nouveauté - assouplir le système d'attribution des contingents. Ce système d'attribution des contingents est actuellement bloqué, rigidifié et il fallait trouver une solution nouvelle. On peut trouver des défauts au système d'enchères qui est proposé. Mais, je crois qu'après une discussion longue et très bien documentée, au sein de la commission, nous sommes tous arrivés à la conclusion que la proposition novatrice du Conseil fédéral ne va pas provoquer de révolution mais, tout de même, permettre une évolution nécessaire. Autre but de l'arrêté: adapter la production au besoin du marché et, pour cela, on a tiré les leçons du passé récent. D'autres ont évoqué un autre point qui est l'indemnité de reconstitution pour le vignoble. Le Conseil fédéral - et je partage son avis sur le fond - aurait souhaité que cette indemnité soit supprimée et qu'il revienne aux cantons de décider s'ils veulent, à l'aide de leurs propres moyens, accorder cette indemnité de reconstitution pour le vignoble. Les cantons auraient été déchargés, en contre-partie, d'une autre tâche et, ainsi, l'opération était blanche pour eux. Mais, à mon sens, elle aurait permis de responsabiliser davantage les cantons en les incitant à mieux diriger la reconstitution du vignoble puisque c'est eux qui auraient tenu les cordons de la bourse. La commission, dans sa majorité, a préféré rétablir cette indemnité qui appartient à la tradition du vignoble. Nous n'allons pas nous y opposer. Par contre, nous vous recommandons de ne pas soutenir deux propositions de minorité. La première, qui nous ne paraît pas défendable, c'est la proposition qui tend à donner des indemnités financières aux producteurs qui travaillent en utilisant les méthodes naturelles de production. Je crois que, si l'on va dans ce sens, on va au devant de difficultés extraordinaires, d'abord de définition et, en plus, des complications bureaucratiques qui ne sont pas justifiées, d'autant plus que les méthodes naturelles sont probablement parmi les méthodes d'avenir qu'il faut essayer d'encourager. Mais elles ne sont certainement pas uniques pour favoriser la qualité. La deuxième proposition que nous vous recommandons de ne pas accepter, c'est celle qui voudrait que les consommateurs soient représentés au sein des organisations régionales chargées d'étudier et de faire des propositions au Conseil fédéral lorsqu'il y a crise de surproduction. Ces commissions régionales ne servent pas de conseils de viticulture qui réuniraient tous les intéressés au sens de M. Biel, soit les producteurs et les buveurs. C'est une organisation qui doit faire des propositions qui touchent les professionnels et qui, par la même, doit bénéficier d'une autorité et d'une crédibilité qui, à l'égard des gens de la profession, seraient certainement diminuées si déjà à l'intérieur de l'organisation il y avait des conflits d'intérêt et la volonté de chercher

des solutions de consensus. Je crois que si l'on veut que la profession puisse réagir et obéir aux directives, données par ces organisations avec confiance, il faut qu'elle soit composée essentiellement des gens de la production, à eux de savoir si l'on peut se moquer du marché, et, si ils ne prennent pas les mesures qui y correspondent, la punition viendra d'elle-même. En dehors de ces deux points sur lesquels nous sommes critiques - mais il s'agit de propositions de minorité - nous vous recommandons de voter l'arrêté dans la teneur qui lui a été donnée par la majorité de la commission. Il n'y a pas de divergence avec le Conseil fédéral. Nous portons, je le répète, une appréciation «globalement positive», comme dirait M. Marchais en d'autres circonstances, à l'égard du travail du département de M. Delamuraz.

M. Friderici: Cet arrêté fédéral est un compromis entre la volonté d'une majorité de producteurs (90 pour cent de la récolte moyenne de 1983 à 1987) qui se trouve dans la minorité des parlementaires et une minorité des milieux viticoles défendus par une majorité aux Chambres. Les problèmes connus ces dernières années par la viticulture suisse seraient résolus à la perfection par les seuls articles 13 à 16 de cette loi, traitant des indications de provenance, des appellations d'origine et des appellations d'origine contrôlée. S'il y a, en matière d'agriculture, un secteur où les principes de l'économie libérale peuvent être appliqués, c'est bien celui de la viticulture. A ce titre, l'intervention de l'Etat doit être limitée au minimum indispensable afin de corriger les situations exceptionnelles. La Confédération doit définir les conditions requises pour l'élaboration du vin, mais les compétences des cantons et des organisations professionnelles doivent être renforcées afin que les problèmes de qualité et de quantité puissent être réglés à cet échelon. L'arrêté fédéral, tel qu'il vous est présenté par la commission, favorise la consultation entre la Confédération, les cantons et l'«interprofession». Il y aura lieu de conserver cet état d'esprit dans l'élaboration des lois d'application qui découleront de ce texte pour conserver la souplesse que doit permettre toute activité en rapport avec la nature et les conditions climatiques propres à chaque région. Au lendemain des récoltes de 1982 et 1983, les organisations professionnelles ont prouvé qu'elles désiraient maîtriser la situation et mettre de l'ordre dans la maison vigneronne. Les mesures décidées par les milieux viti-viticoles n'ont pas été suivies d'effets immédiats car une unanimité n'a pas toujours été possible entre les différentes associations cantonales. La mise sur pied de commissions régionales devrait pallier cet inconvénient. Même si aujourd'hui la situation n'est pas rétablie dans chaque région de production, d'importants progrès ont été réalisés et l'arrêté fédéral que nous préparons doit donner une légitimité aux décisions prises par lesdites organisations professionnelles et favoriser à la fois la qualité de la récolte, la maîtrise de la quantité ainsi que la responsabilisation de l'«interprofession». A l'article premier, alinéa premier, lettre d, l'entrée en matière n'étant pas combattue, je me permettrai de donner quelques indications du groupe libéral. Il n'est pas courant que le groupe libéral soit d'accord avec des subventions fédérales. Toutefois, les contributions en faveur de la reconstitution de vignes sur les terrains en pente peuvent être comprises comme une péréquation entre des régions dont les situations peuvent être fort différentes. Il est probable que l'ancien syndic de Lausanne n'attendait pas cette manne fédérale pour boucler les comptes des domaines de la ville sis dans les meilleurs parchets de Lavaux. L'une des raisons de notre accord à ce versement de subventions provient de la structure de ce fonds viticole qui est alimenté principalement par les importateurs de vins étrangers. Il nous paraît normal, dans ce domaine, que les cantons puissent disposer d'une partie du fonds viticole et gèrent à leur gré la distribution des subsides, car il ne faudrait pas que le versement de ces subventions devienne une cause d'interventionnisme exagéré. A l'article

premier, alinéa premier, lettre e, les conditions relatives à l'octroi des contributions visant à atténuer les dommages importants dus au gel d'hiver devront être très précisément définies car il ne serait pas normal que les viticulteurs soient couverts pour un risque d'entreprise, alors que certaines autres catégories d'agriculteurs ne peuvent bénéficier des mêmes avantages. Nous pensons spécialement au gel survenant au printemps sur la fleur des arbres fruitiers ou même à la coulure plus spécifique à la culture du chasselas. Nous pouvons apporter notre soutien au texte proposé ici pour autant que l'article 7 b, dans la version de la commission, soit accepté tel que présenté. A l'article premier, alinéa 2, notre préférence va au texte proposé par le Conseil fédéral car il ne serait pas logique que l'on exige une promotion des exploitations paysannes de type familial, alors que les négociations de («Uruguay Round» aboutiront certainement à une décision contraire,

2. März 1989 N 223 Massnahmen zugunsten des Rebbaus favorisant le regroupement de domaines difficilement rentables parce que trop exigus. La viticulture doit être considérée comme une entreprise et gérée comme telle. Cet arrêté fédéral ne doit pas geler les structures actuelles, mais favoriser au contraire une évolution harmonieuse de notre secteur agricole et viticole. Une culture de la vigne, plus extensive qu'intensive, est certainement garante d'une meilleure qualité de la vendange pour l'élaboration de vins d'appellation d'origine. Or, une culture extensive n'est rentable que sur de grands domaines. Encore faut-il relativiser cette notion de grands domaines pour la viticulture, puisque, suivant les régions, une exploitation de 2 à 5 hectares peut être parfaitement viable. Toutefois, la proposition de la commission à cet article n'étant pas combattue, nous ne ferons pas d'autre proposition. A l'article 6, alinéa premier, le groupe libéral vous recommande l'adoption du texte de la commission qui favorise la collaboration entre le Conseil fédéral, les cantons et les organisations professionnelles en matière de production et d'importation de matériel de multiplication. En ce qui concerne la section 3a, cette adjonction de la commission ne sera pas combattue par le groupe libéral bien qu'elle ne nous satisfasse pas outre mesure. Nous rejetons cependant les propositions de minorité à l'article 7a. Sous ce point, nous ferons remarquer que la Confédération participe déjà depuis des années, par le biais des stations fédérales de recherches agricoles et viticoles, à la recherche et aux activités de vulgarisation. Il ne semble pas que cet article soit particulièrement judicieux. En effet, les moyens nécessaires à la mise au point de nouvelles méthodes de cultures ne permettent pas à des privés de s'engager dans cette voie sans le secours des instances officielles, ce qui est déjà le cas aujourd'hui. Nous attirons l'attention de la Commission de rédaction sur la fin de la phrase, à l'article 10, alinéa 2bis, car comment recenser les quantités de vins stockées par cépage, alors que la dôle ou le salvagnin sont ou peuvent être des assemblages de gamay et de pinot noir? A l'article 12, la définition dans un arrêté fédéral de la teneur naturelle minimale en pourcent de sucre nous semble relever du perfectionnisme helvétique. Cette définition est le fruit du compromis cité ci-dessus entre la majorité des producteurs et celle, plus tangible, des parlementaires. Il y a lieu de remarquer que les degrés Oechsle ne sont qu'un seul des éléments permettant de juger de la maturation du raisin. Les autres sont le gain de poids des grains et l'acidité. Ces trois facteurs donnent aux spécialistes un indice de maturation de la plante et permettent de juger du moment opportun pour vendanger. La fixation d'un degré minimum trop élevé aurait été à rencontre de l'équilibre du produit fini, le vin. Pour les articles 13 à 16, nous vous invitons à donner votre plein soutien à la version préparée par la commission, qui a le grand mérite de définir exactement les notions d'indication de provenance et des appellations d'origine, afin que les premières ne fassent pas concurrence

aux secondes, avec un produit de qualité moindre. A l'article 17, alinéa 4, M. Jean-Michel Gros fait une proposition de modification qui va dans le sens d'une responsabilisation des organisations professionnelles qui pourront ainsi s'organiser en fonction des particularités régionales. Cette proposition sera développée par l'intéressé dans la discussion article par article. A l'article 25, le groupe libéral ne pense pas que le système de l'enchère d'une part des contingents soit la panacée. L'article 18 du statut du vin donne déjà au Conseil fédéral la possibilité de gérer l'attribution des contingents. Nous ne combattons pas cependant cette disposition, laissant ainsi au Conseil fédéral un délai de dix ans pour prouver sa volonté de gérer cet important problème. Nous regrettons toutefois que cette formule introduise par la bande un nouvel impôt de consommation, après les droits supplémentaires de 8 francs par hectolitre sur toute importation de vins en vrac et de 100 francs par quintal sur les vins importés en bouteilles dépassant le contingent initial. En résumé, cet arrêté fédéral sur la viticulture est un compromis mais nous vous invitons à l'accepter avec les quelques modifications que nous y apporterons, notamment à l'article 17.

Schwab, Berichterstatter: Ich möchte den beiden Fraktionssprechern Rüttimann und Rutishauser bestens danken für die guten Noten, die sie dieser Vorlage erteilt haben. Frau Hafner hat im Namen der SP auch klar unterschieden zwischen Wünschbarem und Machbarem, auch dafür danke ich ihr bestens. Frau Hafner und Herr Meier von der grünen Fraktion haben vor allem Fragen des Umweltschutzes, der Oekologie, der umweltgerechten integrierten Produktion aufgeworfen. Hierzu möchte ich folgendes sagen: Im Weinbau wird -wie in der Landwirtschaft - in Lehre und Forschung sehr viel getan, und diese neuen Erkenntnisse wirken sich auch in der Praxis aus. Das darf man sicher sagen. Herr Meier hat sich gegen Meliorationen gewandt, und zwar mit der Begründung, dass solche Vorhaben die Produktion anheizen und sich zum Teil auch in landschaftschützerischer Hinsicht nachteilig auswirken könnten. Auch was das Meliorationswesens anbelangt, hat ein grosses Umdenken stattgefunden. Es werden vermehrt Gelder in Meliorationen gesteckt, damit sie das Ortsbild nicht verunstalten. Ich denke an die schönen Rebwege und Rebmauern - im Vergleich zu den sechziger Jahren -, die heute erstellt werden. Nun zur Frage, ob rationell wirtschaften gleichbedeutend mit Verschlechterung sei. Das muss nicht sein. Die Weinbauern sind - wie die Landwirte auch - darauf angewiesen, dass sie rationeller produzieren können, weil sich die Preise in einem Rahmen bewegen müssen, der erlaubt, dass der Wein überhaupt konsumiert und der Unterschied zum ausländischen Wein nicht zu gross wird. Also ist auch die rationelle Bewirtschaftung ein Punkt, der in Zukunft aufmerksam verfolgt werden muss. Zu Herrn Biel: Ich bin sehr froh, Herr Biel, dass Sie mehr die Vergangenheit gezeigelt haben als den neuen Beschluss und dass Sie dem neuen Beschluss eine recht gute Note erteilt haben. Zur Frage der Oechslegrade: In der Kommission ist klar zum Ausdruck gekommen, dass man die untersten Grenzen festsetzen will und muss. Solche Grenzen werden in guten Jahren keine grosse Rolle spielen. In Jahren mit schlechten klimatischen Verhältnissen hingegen ist es sicher wichtig, dass man die untersten Grenzen festlegt. Eines muss ich noch anführen: Für die Qualität sind natürlich nicht nur die Oechslegrade, sondern auch der Ertrag pro Quadratmeter bestimmend. Es sind grosse Unterschiede festzustellen. Es hat Gegenden, die mit 800 g bis 1 kg Trauben zufrieden sind und dort grosse Trauben und eine schöne Qualität produzieren. Andernorts sind die Erträge sehr viel höher. In diesen Gebieten wird es in Zukunft sicher vermehrt nötig sein, vor allem in Jahren mit grossen Erntemengen - dafür haben wir die neugeschaffenen Regionalkommissionen -, diejenigen zu bestrafen, die zu grosse Hektarerträge einbringen wollen. Dafür ist in dieser Vorlage gesorgt. Ich danke auch den beiden Herren Couchepin

und Friderici für die gute Aufnahme der Vorlage. M. Caccia, rapporteur: On constate avec satisfaction l'appui unanime de tous les groupes qui se sont prononcés ici en faveur de cet arrêté fédéral et le peu de propositions de changements et de critiques qui ont été faites à cet endroit. Mme Hafner et M. Meier-Glatfelden ont parlé de problèmes écologiques, de productions intégrées et biologiques. Il faut souligner de la part même de la Confédération un appui assez substantiel au secteur de l'enseignement et de la recherche de ces méthodes. Ce n'est peut-être pas un hasard si, ces jours-ci à Sion, siégeait l'Organisation internationale pour la lutte biologique qui traitait de ces questions et qui est soutenue par la Confédération elle-même. M. Meier-Glatfelden s'est opposé à l'attribution de contributions dans le cas d'améliorations foncières qu'il considère

Mesures en faveur de la viticulture 224 2 mars 1989 contre nature. Il faut souligner tout de même qu'il existe des situations-j'en ai connu personnellement-où un minimum de rationalité fait totalement défaut dans l'exploitation agricole, surtout dans les régions les plus défavorisées. Cet état de fait doit être éradiqué afin de fournir un revenu minimum décent à ceux qui veulent encore pratiquer l'agriculture dans ces conditions. Concernant ces améliorations foncières, elles se résument souvent à des questions de mesures. Toutefois, il y a encore beaucoup de régions dans lesquelles elles sont nécessaires, afin de créer un revenu minimum décent dans le secteur de l'activité agricole elle-même. M. Biel s'est attaqué à la fixation de la teneur minimale en degrés Oechsle qu'il considère comme trop basse. En séance de commission, on a longuement discuté sur ce thème. Certaines régions de Suisse même si elles sont de très anciennes zones viticoles, connaissent des conditions différentes de celles de la Suisse orientale ou du Tessin, ou encore d'une partie de la Suisse romande. C'est en considération de ces différences que la commission a accepté les teneurs minimales en degrés Oechsle fixées maintenant dans le projet d'arrêté. C'est aux cantons surtout que l'on s'adresse. Nous espérons qu'ils utiliseront toutes les possibilités qu'offre l'arrêté pour exploiter au mieux le potentiel de production, non seulement quantitatif mais surtout qualitatif et qu'ils pourront augmenter ces teneurs minimales prévues par l'arrêté. Mitteilung - Communication Präsident: Ein Mitglied unseres Rates hat heute einen ganz besonderen Tag. Unser Kollege Hermann Wellauer feiert heute seinen 65. Geburtstag. (Beifall) Im Namen Deiner Ratskolleginnen und Ratskollegen gratuliere ich Dir zu diesem Geburtstag und wünsche Dir zu diesem Tag und für Deine Zukunft alles Gute. M. Delamuraz, président de la Confédération: Je suis heureux, Monsieur Wellauer, de pouvoir célébrer votre anniversaire tout à l'heure, devant une bonne bouteille, quand on en aura terminé avec l'arrêté sur la viticulture. Etre court, c'est un défaut pour les vins mais c'est une qualité pour les débats. Ce matin, compte tenu de la convergence d'opinions que nous mesurons, je pourrai être, comme les mauvais vins, c'est-à-dire court. Je ne vous promets pas d'être pétillant, ce qui est une autre question. Cet arrêté fédéral est une contribution essentielle à la qualité des vins suisses. En instituant ces quatre catégories de vins, de bas en haut: les vins sans désignation d'origine ou de provenance, les vins avec indication de provenance, les vins d'appellation d'origine et les vins d'appellation d'origine contrôlée, nous introduisons, pour le futur du vignoble suisse, des règles qui concourront d'une manière vigoureuse à l'amélioration de ces vins et à des garanties de qualité. A ce propos, M. Biel aurait souhaité que l'on situe plus haut le seuil minimum à partir duquel, en Suisse, on pourra faire du vin. Je lui fais remarquer tout d'abord que, si nous établissons une comparaison entre les prestigieux vignobles tout proches de notre territoire, les chiffres qui ont été retenus ici se situent grosso modo à mi-chemin entre le vignoble d'Alsace et celui de Bourgogne. Ensuite, la teneur en sucre n'est pas le seul critère de la qualité d'un vin. Ce

critère est sans doute très important, on le retient dans l'arrêté, mais, je le répète, il n'est pas le seul. En instituant alors un seuil plus élevé, on aurait pour certains cépages, en particulier pour le chasselas qui constitue une partie très importante du vignoble en blancs de notre pays, évité toute une série de chasselas qui sont naturellement pauvres en sucre, alors que ce sont des vins d'excellente qualité. Pour tenir compte de ce cépage en particulier, il était normal de ne pas fixer ce seuil trop haut. Dans le même esprit, il faut tenir compte des diversités régionales de notre pays et, pour certains endroits, un seuil plus élevé, tant pour les blancs que pour les rouges, aurait véritablement été un coup de poignard dans la production. Enfin, une clientèle s'intéresse à des vins plutôt légers et il faut également pouvoir la satisfaire dans la panoplie des vins suisses offerts aux consommateurs. Nous prenons là une décision équilibrée et, par conséquent, Monsieur Biel, lorsqu'il nous arrivera de boire un verre ensemble, vous aurez la garantie que ce n'est pas du «Most», même si c'est vous qui l'offrez. L'arrêté fédéral que nous vous proposons, dans sa deuxième caractéristique, incite les vigneron à calibrer raisonnablement les quantités produites, dans le dessein de maintenir ou de restaurer un équilibre du marché vinicole suisse et, par ce moyen-là, de contribuer à la qualité des vins produits. En ce qui concerne le troisième élément digne d'être retenu dans ce débat d'entrée en matière, l'arrêté veut laisser à la profession la responsabilité première de la production. La profession a prouvé, en général, sa capacité d'autodiscipline au travers des années mouvementées et contradictoires que l'on a connues, avec des années pauvres en quantité et brusquement, trois ans de suite, florissantes en quantité. Elle a connu quelques exceptions dans son comportement, mais dans l'ensemble elle s'est bien tenue, et il serait paradoxal et politiquement insupportable que le Conseil fédéral et le Parlement veuillent aller à contre-courant de cette responsabilisation de la profession. C'est dire qu'en instituant dans cet arrêté un certain nombre de mesures, visant en particulier à la limitation quantitative, nous avons voulu donner à l'autorité, en cas de défaillance de la profession, le moyen d'éviter une dérégulation du marché vinicole. Cependant, l'autorité fédérale ne recourra à de tels moyens qu'en cas d'extrême nécessité, la priorité de la responsabilité et de la discipline devant continuer de revenir à la profession. Les commissions qui seront mises sur pied serviront précisément à établir un contact encore meilleur entre la profession et l'autorité fédérale. Là où des décisions doivent être prises par ladite autorité, elles ne le seront qu'après consultation de ces commissions. On améliore ainsi un système qui existe déjà par le biais de la Commission des spécialistes et par d'autres commissions du marché viti-vinicole, et cela dans le contact entre la production, le secteur privé et les organes publics. M. Friderici nous permet d'aborder un quatrième aspect de cet arrêté, qui est celui de la place faite aux cantons. En effet, cet arrêté consacre le principe selon lequel les cantons sont responsables, avant tout, de la politique de qualité des vins. C'est eux qui, au premier chef, ont le contact direct avec les vigneron et leurs organisations professionnelles. En revanche, ce que j'appellerai l'aspect globalement économique du marché vinicole doit être, par définition, l'affaire de la Confédération. Le marché des vins constitue un tout dans notre pays. Il ne peut pas être administré, contrôlé ou orienté par vingt-six cantons ou par ceux qui sont producteurs. Il doit bel et bien l'être par la Confédération qui en a le devoir et la responsabilité. C'est pourquoi l'instrument qu'est le fonds vinicole, éminemment économique, ne peut être qu'en main de la Confédération. Enfin, où il y a des contingents, il y a le diable, a dit très justement M. Biel. Nous pourrions le répéter en ce qui concerne tous les secteurs de l'agriculture suisse qui connaissent les contingents. Il faut donc tâcher d'enfermer le diable afin qu'il ne nuise pas trop. Or, actuellement, je trouve que le diable

s'exerce trop sur le marché des contingents, en ce sens qu'il a figé, depuis dix ans, sans l'ombre d'un changement, la liste des bénéficiaires de contingents de vins importés. Il faut faire bouger cela, mais ce n'est pas simple! Dans une économie libérale où il y a des privilèges consacrés et bétonnés par l'usage, il faut de la respiration, de la mobilité, et la mise aux enchères est le moyen d'y parvenir. Je ne prétends pas que ce soit un moyen génial, mais je constate que personne n'en a trouvé d'autres pour remplacer celui-là. Mais je crois que si nous en faisons un usage clairvoyant, tous les trois ou quatre ans, nous aurons ainsi la possibilité

2. März 1989 N 225 Massnahmen zugunsten des Rebbaus de débloquent ce secteur actuellement extrêmement fermé, et qu'il y a quelque espoir que pendant les dix ans qui viennent, durée de validité de cet arrêté, nous fassions de bonnes expériences. Si nous n'en faisons pas, Monsieur Friderici, nous pourrions changer de tactique lorsque nous nous retrouverons, dans dix ans, vous et moi, à nos places respectives. Enfin, pour que votre bonne conscience internationale soit apaisée, je souligne le fait que ce projet d'arrêté est parfaitement compatible avec nos engagements internationaux en matière économique, qu'il s'agisse de l'accord du GATT ou des accords européens. Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung - Discussion par articles Titel und Ingress Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Titre et préambule Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 1 Antrag der Kommission Abs. 1 a. den Anbau in geeigneten Gebieten und mit standortgerechten Sorten bewilligt; b. die Qualitätsproduktion und deren Bezeichnungen sowie die umweltgerechte Bewirtschaftung unterstützt; c. die Ernten an die Marktlage und die Absatzmöglichkeiten anpasst; d. Beiträge an die Erneuerung von Reben in Steillagen und Terrassen ausrichtet; e. Beiträge zur Milderung der Folgen schwerer Winterfrostschäden ausrichtet. Abs. 2 des Umweltschutzes, der Raumplanung und der Förderung der bäuerlichen Familienbetriebe Rechnung. Art. 1 Proposition de la commission Al. 1 La Confédération encourage la viticulture. Elle prend les mesures nécessaires pour: a. Autoriser la plantation dans les régions qui lui conviennent et avec des cépages appropriés; b. Promouvoir la production de qualité et ses appellations ainsi que les méthodes culturales qui respectent l'environnement; c. Adapter les récoltes aux besoins du marché et à son pouvoir d'absorption; d. Allouer des contributions en faveur de la reconstitution de vignes sur les terrains en pente et en terrasses: e. Octroyer des contributions afin d'atténuer les dommages importants dus au gel d'hiver. Al. 2 l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la promotion des exploitations paysannes de type familial. Schwab, Berichterstatter: In diesem Artikel sind die Grundlagen geschaffen worden, um die Anträge und Neuerungen, die in der Kommission diskutiert worden sind, aufzunehmen. Ich erinnere an die Beiträge für umweltgerechte Bewirtschaftung, an die Erneuerung von Reben in Steillagen auf Terrassen und nach Winterfrostschäden sowie an die Förderung der bäuerlichen Familienbetriebe. M. Caccia, rapporteur: A l'article premier vous trouvez les éléments essentiels des buts tels qu'ils ont été définis par la commission. Je vous rappelle en particulier qu'aux lettres d et e de cet article premier, la commission a voulu ajouter des contributions en faveur de la reconstitution des vignes sur les terrains en pente et en terrasses et aussi octroyer des subventions afin d'atténuer les dommages importants dus au gel d'hiver. Dans la dernière partie, on a également voulu ajouter la promotion des exploitations paysannes de type familial. En effet, vous aurez quelque peine à trouver un article correspondant précis dans

le reste de l'arrêté. Mais je pense que les subventions, notamment en faveur de la reconstitution des vignes, sont beaucoup plus intéressantes et vitales pour les exploitations de type familial que pour les autres. Hildbrand: Ich danke dem Bundesrat für die Botschaft, der Kommission für die Abänderungsvorschläge. Aus der Sicht des Wallis können wir dem Zweckartikel laut Vorschlag der Kommission zustimmen, da die aktuelle Rebfläche erhalten bleibt, die Produktion von Qualitätstrauben gefördert wird, ein angemessenes Einkommen für die Weinbauern gesichert wird und die Eigenverantwortung der Rebbauern ausgedehnt wird. Zu Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe d und 7b: Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe d gemäss Kommission besagt, dass der Bund den Rebbau fördert, indem er Beiträge an die Erneuerung von Reben in Steillagen und Terrassen ausrichtet. Für unseren Kanton ist diese Zweckbestimmung äusserst wichtig, da wir ausgedehnte Gletscherterrassen mit einer guten Sonnenexposition besitzen. Der Anbau von Reben in diesen Steillagen und auf diesen Hangterrassen garantiert einerseits eine ausnehmend gute Qualität, aber andererseits verursacht er aufwendige Erstellungs- und Erneuerungskosten. Ich unterstütze Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe d und Artikel 7b (neu) der Kommission. Angenommen - Adopté Art. 2 bis 5 Antrag der Kommission .Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 2 à 5 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. Sa (neu) Antrag Longet Bei der Ausführung der Artikel 4 und 5 sorgen Bund und Kantone für die Erhaltung der Vielfalt der einheimischen Rebsorten. Art. 5a (nouveau) Proposition Longet Dans l'exécution des articles 4 et 5, Confédération et cantons veillent à sauvegarder la diversité des cépages indigènes. M. Longet: Il fut un temps où la liste des cépages citée aux articles 4 et 5 servait à véhiculer une philosophie - aujourd'hui heureusement dépassée - du nivellement des diversités et qui mettait en avant principalement le rendement. On incitait à remplacer d'anciens cépages de nos régions par des clones à la fois plus productifs et davantage uniformisés. C'était la mentalité des années cinquante à septante qui, comme je l'ai déjà dit, est heureusement dépassée aujourd'hui. Mais, je crois que les vieux démons ne sont pas encore complètement conjurés et la philosophie de cette liste est encore imprégnée - du moins en partie - de quelques principes de base de l'époque où elle a été instituée. D'une manière générale, s'agissant de l'éventail des espèces cultivées, tant végétales qu'animales - nous en avons par

Mesures en faveur de la viticulture 226 N 2 mars 1989 exemple parlé dans l'arrêté laitier - la préoccupation du maintien de la diversité est aujourd'hui présente et largement acceptée. Lorsqu'on parle d'agriculture, c'est à la fois au niveau du principe de la préservation du capital génétique en tant que tel, que sur le plan de la qualité gustative et de la diversité gastronomique en quelque sorte. Ces deux éléments jouent dans les différentes préoccupations. Aujourd'hui, nous parlons de la viticulture, et hier de l'Europe. Or, quand nous avons parlé de l'Europe, il a très souvent été question de se battre contre le nivellement des régions et pour la qualité. Nous devons aussi prendre en compte ces deux notions importantes, lorsque nous envisageons de refaire l'arrêté sur la viticulture pour une période de dix ans. Ma proposition a un double but. Sur le plan du principe, elle veut marquer une volonté politique et tirer les leçons de ces différentes constatations et de ces différents débats. Elle veut signifier-ce qui me semble nécessaire-que l'époque du nivellement est révolue. Il faut tourner la page et le stipuler dans la loi, parce que c'est là que se trouve la base de toute l'action législative en matière de viticulture. Sur le plan concret, cela signifierait une attention particulière pour des cépages qui seraient menacés dans leur survie. Ce souci devrait se manifester au niveau d'une mise en valeur, d'une aide et d'une préoccupation en faveur des producteurs qui s'engagent dans cette direction qui trouve

actuellement un heureux écho sur le marché. Pourquoi se limiter aux cépages indigènes? Je ne suis pas du tout opposé à l'enrichissement de la liste des variétés par l'importation de cépages étrangers. D'ailleurs, cela se fait déjà. Peut-être va-t-on parfois un peu vite en besogne. Après un certain temps d'adaptation, je crois que ces cépages deviennent effectivement indigènes et, par conséquent, notre critère s'applique. Pourquoi indigène? Parce qu'il ne me tient pas à coeur - je le dis expressément à l'intention de mes collègues qui sont des praticiens de la viticulture - de soutenir partiellement ce qui reste d'hybrides producteurs directs. Pour moi, ce ne sont pas des cépages indigènes, et ils ne seront donc pas couverts. Indigène signifie enfin qu'on s'intéresse à ce qui est spécifique à chaque région. Ce n'est évidemment pas seulement une notion nationale, mais territoriale et régionale. Chaque région peut avoir ses cépages spécifiques et son mélange de spécialités qui la caractérise. Il ne s'agit donc nullement de prétendre que chaque région devrait avoir tout l'éventail. Ce qui m'importe, c'est que ce qui aujourd'hui semble largement acquis, se trouve consolidé et ancré dans la loi. C'est le répondant concret de ce que les rapporteurs de la commission viennent de nous exposer à l'article premier qui donne - nous a-t-on dit - les principes. Un de ceux-ci se rapporte à la définition de la liste des cépages appropriés. Il est donc juste de dire à l'article 5a selon quels critères il faut comprendre cet adjectif d'«approprié» qui, en soi, est élastique. Nous avons là le lien adéquat entre l'article premier et la concrétisation à l'article 5a. Je serais donc très heureux si cet amendement pouvait trouver sa place dans la loi.

Schwab, Berichterstatter: Zu diesem Artikel kann ich folgendes sagen: Diese Ergänzung ist in der Kommission nicht vorgelegt worden. Die Kommission hat dazu nicht Stellung nehmen können. Ich meine, dass das eine sinnvolle Ergänzung sein könnte. Persönlich wende ich mich nicht gegen diesen Antrag. Immerhin ist zu sagen, dass der Konsument mitbestimmt, was er trinken und kaufen will; zweitens ist es nach wie vor so, dass standortgerechte Sorten angepflanzt werden müssen, Sorten, die in die Gegenden passen und auch etwas bringen. Um einen Vergleich mit dem Obstbau zu ziehen: Es gab auch dort eine Zeit, in der man glaubte, ausser Golden delicious keine anderen Sorten mehr pflanzen zu können und wollen. Heute stellt man fest, dass das Sortiment wieder breiter geworden ist, weil der Konsument eine gewisse Abwechslung wünscht. Ich wende mich also nicht gegen diesen Antrag.

M. Caccia, rapporteur: La proposition de M. Longet a été faite aujourd'hui et n'a donc pas été discutée en commission. Par conséquent, cette dernière n'a pas pris position à ce propos, mais de l'avis du président de la commission et de votre rapporteur elle touche un problème qui mérite considération, à savoir le maintien de la variété des cépages, et, naturellement, un équilibre à conserver. Je pense que M. Longet ne désire pas non plus que certains cépages figurent dans la liste des monuments historiques protégés par la Confédération.

M. Delamuraz, président de la Confédération: Le Conseil fédéral ne s'oppose nullement à la proposition de M. Longet. Il a été, à mon avis, un peu sévère lorsqu'il a parlé de la politique des années 50 où l'établissement de cette liste des cépages aurait visé à un nivellement absolu. Telle n'était pas l'intention, et telle ne fut pas non plus la réalité. Quoi qu'il en soit, la politique de diversification et de respect de cette diversité des cépages est déjà pratiquée, si l'on entend, Monsieur Longet, «indigène» au sens de «territorial» et non pas au sens de provenance des cépages, car les cépages authentiquement helvétiques, qui portent l'arbalète de la Confédération, sont peu nombreux. La diversité existe donc déjà maintenant - songez à l'arvine, à l'amigne, à l'humagne, au sirat, à la malvoisie, au chardonnay, au chasselas-fendant et au chasselas-giclet, au kompluter de nos amis grisons, au Räuschling de nos amis zurichois-je n'ai pas dit Reichling, j'ai dit Räuschling. Il y a une très grande diversité,

qui est non seulement admise mais encouragée. Cela allait sans dire, mais cela va encore mieux en l'écrivant, Monsieur Longet, c'est pourquoi je suis d'accord avec vous. Präsident: Wir bereinigen den Antrag Longet zu Artikel 5a. Die Kommissionsprecher und der Bundesrat haben erklärt, dass sie sich diesem Antrag nicht widersetzen. Abstimmung - Vote Für den Antrag Longet Dagegen offensichtliche Mehrheit Minderheit Art. 6 Antrag der Kommission Abs. 1 Der Bundesrat regelt, nach Anhören der Kantone und der Berufsorganisationen, die Erzeugung und die Einfuhr von Vermehrungsmaterial wie Stecklingen, Pfropfreiser und Untergelholz. Abs. 2 Diese Tätigkeiten können einer Bewilligung unterstellt werden. Abs. 3 Streichen Art. 6 Proposition de la commission Al. 1 Le Conseil fédéral, après avoir entendu les cantons et les organisations professionnelles intéressées, règle la production et l'importation du matériel de multiplication, tel que boutures, greffons et bois à greffer. Al. 2 Ces activités peuvent être soumises au régime de l'autorisation. Al. 3 Biffer Angenommen - Adopté Art. 7 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral

2. März 1989 N 227 Massnahmen zugunsten des Rebbaus Angenommen - Adopté 3a. Abschnitt: (neu) Antrag der Kommission Titel Beiträge für umweltgerechte Anbaumethoden, Erneuerungen und Winterfrostschäden Section 3a: (nouvelle) Proposition de la commission Titre Contributions aux méthodes de culture respectueuses de l'environnement, aux reconstitutions et aux dégâts dus au gel d'hiver Angenommen - Adopté Art. 7a (neu) Antrag der Kommission Titel Umweltgerechte Anbaumethoden Abs. 1 Mehrheit Der Bund leistet Beiträge an kantonale Aufwendungen zur Förderung umweltgerechter Anbaumethoden wie beispielsweise an Musterbetriebe oder -parzellen und an die Beratung. Minderheit (Meier-Glattfelden, Ammann, Hafner Ursula) Anbaumethoden (integrierte Produktion und biologischer Anbau) wie beispielsweise.... Abs. 2 Der Beitrag beträgt je nach Finanzkraft der Kantone 50 bis 70 Prozent der Aufwendungen. Art. 7a (nouveau) Proposition de la commission Titre Méthodes de culture respectueuses de l'environnement Al. 1 Majorité La Confédération verse des contributions aux dépenses consenties par les cantons pour la promotion des méthodes de culture respectueuses de l'environnement, comme par exemple pour des exploitations- ou parcelles-témoins et aux activités de vulgarisation. Minorité (Meier-Glattfelden, Ammann, Hafner Ursula) culture respectueuses de l'environnement (production intégrée et culture biologique), comme par exemple Al. 2 La contribution représente, selon la capacité financière des cantons, 50 à 70 pour cent des dépenses. Titel - Titre Angenommen - Adopté Abs. 1 -Al. 1 Meier-Glattfelden, Sprecher der Minderheit: Nachdem die Kommission in der ersten Sitzung beschlossen hatte, dass sie die Einführung der Förderung umweltgerechter Anbaumethoden wolle, erhielten wir Kommissionsmitglieder einen Brief von Herrn Bundespräsident Delamuraz. Dieser Brief hat mich sehr gefreut, stand doch darin: «Wir schlagen vor, die Kantone in ihren Bemühungen für umweltgerechte Anbaumethoden zu unterstützen, zum Beispiel mit Umstellungsbeiträgen für Rebberge (Produktion gemäss der integrierten und selbst der biologischen Anbaumethode) oder mit Beiträgen an Modellbetriebe, die der Information und Beratung dienen.» In die Fassung von Artikel 7a soll die Klammer «integrierte Produktion und biologischer Anbau» nicht aufgenommen werden, als ob sie selbstverständlich sei. Das ist aber nicht selbstverständlich. Wir sind eben misstrauisch geworden. Der «biologische Anbau» ist heute zum Modewort geworden. Er ist ein beliebter Werbeschlager. Deshalb wollen die biologischen Landbauorganisationen die Knospe (als Markenzeichen) einführen. Wie nun dieses Schutzzeichen zwischen

Konsumenteninformations- und Lebensmittelgesetz hin- und hergeschoben wurde, macht uns misstrauisch. Auch im Brief von Herrn Bundesrat Delamuraz steht: «... und selbst der biologischen Anbaumethode». Er findet es wahrscheinlich ungeheuerlich, dass er sogar für biologische Anbaumethoden ist. Deshalb sind wir misstrauisch und deshalb mein Antrag, dass man bei Artikel 7a in Klammern nach «umweltgerechter Anbaumethode» ganz genau definiert, was das ist. Das ist nicht nur integrierte Produktion, sondern auch biologischer Anbau. Ich bitte Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen. Schwab, Berichterstatter: Wir haben diese Diskussion in der Kommission geführt. Die Mehrheit der Kommission ist zur Auffassung gelangt, dass der Wortlaut auf der Fahne richtig und offen genug sei und dass es eine gewisse Abgrenzung brauche. Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag Meier-Glatfelden abzulehnen. M. Caccia, rapporteur: La commission s'est penchée sur la proposition de M. Meier-Glatfelden. Elle en a discuté assez longtemps et en profondeur. La majorité est tout de même partie de l'idée que le texte, tel qu'il a été formulé et retenu par la majorité, est assez ouvert par rapport aux applications possibles dans le domaine de la production respectueuse de l'environnement, des différentes expérimentations en cours et du développement qui se dessine. Il vous invite donc à accepter la proposition de la majorité. M. Delamuraz, président de la Confédération: Toute cette section 3a est une création spontanée de votre commission. Le Conseil fédéral ne l'avait pas prévue. Il est intervenu par l'Administration fédérale simplement pour concrétiser, par une proposition de texte, les demandes surgies dans le cadre de la commission. C'est à cette occasion que j'ai écrit aux membres de la commission que nous appliquions le mandat qu'elle nous avait donné. J'ai indiqué dans ma lettre, c'est vrai, que les cultures respectueuses de l'environnement pouvaient être de production intégrée ou de culture biologique, et c'est cela que M. Meier-Glatfelden reprend. Pourtant, je fais remarquer à M. Meier que, dans le texte de proposition d'arrêté qui accompagnait ma lettre, je n'ai pas repris cette parenthèse pour la bonne raison que, dans une lettre, on peut parler d'exemple, on peut ne pas être complet, tandis que dans un texte de loi ou d'arrêté fédéral, il s'agit d'être plus rigoureux, ce qui, à mon avis, va dans le sens que vous défendez vous-même, à savoir d'une large protection de l'environnement. Il faut donc choisir le texte de la majorité de la commission et non pas le vôtre qui, en lui-même, limite ces cultures respectueuses de l'environnement à la production intégrée et à la culture biologique dans la stricte acception du texte. Ce ne sont pas des exemples, dans un arrêté, mais une définition qui limite le sens, ce que nous aurions tort de vouloir. Voilà la raison pour laquelle il faut nous mettre d'accord. La meilleure solution pour y parvenir me paraît être celle de la majorité de la commission. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit Für den Antrag der Minderheit Abs. 2-AI. 2 Angenommen - Adopté 85 Stimmen 30 Stimmen

Mesures en faveur de la viticulture 228 N 2 mars 1989 Art. 7b (neu) Antrag der Kommission Titel Erneuerungen Abs. 1 Der Bund unterstützt die Erneuerung von Rebbergen in der Rebbauzone. Abs. 2 Der Beitrag an kantonale Aufwendungen beträgt je nach Finanzkraft der Kantone 50 bis 70 Prozent ihrer anrechenbaren Aufwendungen. Abs. 3 Die anrechenbaren Aufwendungen betragen höchstens: a. für Grundstücke mit einer Neigung von 30 bis 50 Prozent 2.- Fr./m² b. für Grundstücke mit einer Neigung von über 50 Prozent und Grundstücke auf Terrassen 3.- Fr./m² Art. 7b (nouveau) Proposition de la commission Titre Reconstitutions Al. 1 La Confédération soutient les reconstitutions de vignes dans la zone viticole. Al. 2 La contribution aux dépenses consenties par les cantons représente, selon la capacité financière des cantons, 50 à 70 pour cent des dépenses pouvant être portées en compte. Al. 3 Les dépenses pouvant être portées en compte n'excéderont

pas: a. Pour des parcelles d'une déclivité supérieure à 30 pour cent mais ne dépassant pas 50 pour cent 2.- Fr./m² b. Pour des parcelles d'une déclivité supérieure à 50 pour cent ou en terrasse 3.- Fr./m² Angenommen - Adopté Art. 7c (neu) Antrag der Kommission Titel Erneuerungen bei Güterzusammenlegungen und Arrondierungen Abs. 1 Der Bund richtet an kantonale Aufwendungen für die Erneuerung von Rebbergen bei einer Güterzusammenlegung oder Arrondierung Beiträge nach Artikel 7b Absatz 2 aus. Abs. 2 Die anrechenbaren Aufwendungen richten sich nach der Anzahl der beteiligten Eigentümer und nach der bewirtschafteten Fläche. Sie betragen: a. für Grundstücke mit einer Neigung von bis 30 Prozent 1.-bis 1.50 Fr./m² b. für Grundstücke mit einer Neigung von über 30 Prozent und Grundstücke auf Terrassen 3- bis 4.50 Fr./m² Antrag Meier-Glattfelden Streichen Art. 7c (nouveau) Proposition de la commission Titre Reconstitutions en liaison avec des améliorations foncières collectives Al. 1 La Confédération verse des contributions aux dépenses consenties par les cantons en faveur des reconstitutions effectuées en liaison avec des améliorations foncières collectives, selon l'article 7b, 2e alinéa. Al. 2 Les dépenses pouvant être portées en compte se calculent d'après le nombre de propriétaires intéressés et la surface exploitée. Elles se montent à: a. Pour des parcelles d'une déclivité inférieure ou égale à 30 pour cent 1.- à 1.50 Fr./m² b. Pour des parcelles d'une déclivité supérieure à 50 pour cent ou en terrasse 3.- à 4.50 Fr./m² Proposition Meier-Glattfelden Biffer Meier-Glattfelden: In der Botschaft zum Rebbaubeschluss hat der Bundesrat geschrieben: «Die Streichung der Erneuerungsbeiträge ist auch im Sinne des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz vom 1. Juli 1966.» Wir waren an der ersten Sitzung der Kommission der Ansicht, dass man die Rebbaugebiete in Steillagen bei der Erneuerung unterstützen sollte. Wir haben aber nicht gesagt, man sollte auch Beiträge für Meliorationen ausrichten. Nachher wurden die bisherigen gültigen Artikel automatisch wieder aufgenommen. Wir sind für Beiträge bei Erneuerungen in Steillagen und für Beiträge bei grossen Frostschäden. Aber wir wenden uns dagegen, dass der Bund mit Beiträgen für die Meliorationen mithilft, die Landschaft zu zerstören. Der Bundesrat hat das erkannt. Er wollte überhaupt keine Beiträge für Erneuerungen. Wir Grünen möchten im Sinne eines Kompromisses Beiträge an Erneuerungen für Rebberge in Steillagen, für Trockenmauern - es ist dort viel teurer als im flacheren Gebiet - gewähren, aber wir wollen nicht, dass mit den Meliorationen die landschaftliche Vielfalt noch mehr zerstört wird. Wir haben schon genug rationalisiert. Lassen wir doch die wenigen kleinflächigen Lebensräume nicht auch noch verschwinden. Kleintierarten werden gefährdet, seltene Vogelarten und Schmetterlinge verschwinden. Die Trockenmauern werden durch Betonmauern ersetzt. Die letzten naturnahen Restgebiete werden rationalisiert und verdrängt. Diese Entwicklung soll man nicht noch durch Bundesbeiträge fördern. Ich bitte Sie, meinen Antrag zu unterstützen. M. Perey: Vous faites, Monsieur Meier-Glattfelden, le procès des remaniements parcellaires. Je crois que vous êtes beaucoup trop sévère. Il faut reconnaître que les remaniements parcellaires n'ont pas que des aspects négatifs, tant s'en faut. Ils ont permis de sauvegarder certains vignobles qui étaient en perdition et n'étaient plus rentables. Je crois que vous vous trompez de cible lorsque vous attaquez le problème des reconstitutions dans le cadre des remaniements parcellaires. Ce sont deux choses distinctes. Personnellement et suivant l'exemple de mon canton, je suis d'avis que l'on peut supprimer les subsides de reconstitution, partant de l'idée que l'exploitant reconstituera à ses frais une fois tous les vingt-cinq ans environ son vignoble. Par contre, lorsqu'il y a un remaniement parcellaire - nous parlons ici viticulture - il faut souvent replanter les vignes dans un délai très court car l'alignement a parfois changé, des chemins ont été construits, les limites des

parcelles ont été modifiées et qu'il n'est pas toujours possible de travailler correctement. On ne peut alors attendre vingt-cinq ans: il faut refaire tout le vignoble dans un délai très court. C'est dans ces cas seulement que les subsides de reconstitution sont utiles et efficaces. Le remaniement parcellaire permet en outre de sauver des vignobles. Il poursuit des buts écologiques, par exemple la lutte contre l'érosion qui est un véritable fléau dans nos vignobles. Mais je comprends votre souci, il y a eu quelques excès, c'est vrai et cela doit être combattu. Actuellement, j'ai l'occasion de m'occuper de nombreux remaniements parcellaires et je puis dire que nous sommes très attentifs aux problèmes écologiques et que nous en tenons compte au maximum. C'est pourquoi je pense qu'il est malvenu d'attaquer les remaniements parcellaires par le biais des subsides

2. März 1989 N 229 Massnahmen zugunsten des Rebbaus de reconstitution et qu'au contraire il faut les maintenir. Vous auriez demandé la suppression totale de l'article 7b j'aurais encore compris. Mais ces subsides sont utiles et vous devez le comprendre. Je respecte votre souci de l'environnement, il en est tenu compte dans les nouveaux remaniements, c'est la raison pour laquelle je vous demande de repousser l'amendement de M. Meier. Riittimann: Den Ausspruch von Herrn Meier-Glattfelden, der Bund helfe mit, mit Beiträgen an Güterregulierungen bzw. an Neupflanzungen die Landschaft zu zerstören, kann ich nicht einfach im Raum stehen lassen. Man muss wohl sehen, dass - Sie haben es heute gesagt, Herr Meier - auch die Menge gefördert wird. 40 Prozent unseres Verbrauches stammen aus inländischer Weinproduktion. Tendenziell würde es auch noch drin liegen, mit arrondierten Rebgebieten noch etwas mehr zu produzieren. Hingegen geht es vor allem darum - übrigens auch im Talgebiet mit den Grünlandschaften und den Waldregulierungen -, den Rebauern die Arbeit zu erleichtern, sie zu rationalisieren, wie Sie selber gesagt haben. Man darf diese Aussage wegen jenen, die im Meliorationswesen tätig sind oder waren, nicht so im Raum stehen lassen. Wir müssten sie ja alle in die Wüste schicken. Mit den Meliorationen und Güterzusammenlegungen wurde auch Gutes gemacht, obschon zugegebenermassen Uebertreibungen vorgekommen sind. Aber es ist nie zu spät, etwas zu lernen. Ich bitte Sie, den Artikel 7c (neu) tel quel stehenzulassen und ihn so zu beschliessen. Reichling: Auch ich möchte Ihnen beantragen, den Antrag Meier-Glattfelden abzulehnen. Gerade wenn es uns gelingen soll, auch kleinbäuerliche Verhältnisse in der Ostschweiz in günstigen Reblagen noch am Leben zu erhalten, müssen wir den Rebbau in diesen Gebieten fördern können, für seine Erhaltung sorgen können. Wie bei kaum einer anderen Kultur ist es beim Rebbau wichtig, dass geschlossene Rebgebiete bestehen und nicht zerstückelte, kleine Parzellen, welche bedingen, dass wir mit viel unangenehmeren Mitteln gegen Krankheiten und Schädlingen ankämpfen müssen. Wenn Sie einen ökologischen Weinbau wollen, ist er in grösseren, zusammengelegten Rebgebieten viel, viel leichter zu verwirklichen als in einem zerstückelten Rebbau. Für Landschaftsverhandlung durch Rebbau in der Ostschweiz, können Sie wahrscheinlich kaum Beispiele anführen, Herr Meier-Glattfelden. Im Gegenteil, in praktisch allen Rebbaugemeinden haben die Einwohner und Stimmbürger diese Gebiete unter Schutz gestellt, damit sie erhalten bleiben. Wenn es uns gelingt - gerade auch in den Wohngebieten, wo die Rebhänge teilweise zu begehrten Bauplätzen geworden sind, eingezont und zweckentfremdet worden sind -, dank Güterzusammenlegungen wieder neue, geschlossene Rebberge anzulegen, ist dies eine sehr wertvolle Diversifikation in der landwirtschaftlichen Produktion. Gras haben wir genug. Offenbar auch genug Getreide und genug Zucker. Wein haben wir nicht zuviel. Wein können wir produzieren. Er ist eine gute Einkommensmöglichkeit für kleinbäuerliche Verhältnisse, aber nur wenn wir den Bauern helfen, auch zweckmässige Weingärten

anzulegen. Ich möchte Sie, im Interesse vor allem auch der kleinen, bäuerlichen Weinbergbesitzer, die selbst keinen grossen Rebberg anlegen können, bitten, diesen Antrag Meier abzulehnen. Schwab, Berichterstatter: Ich bitte den Rat, den Antrag Meier abzulehnen. Ferner betone ich, dass die Kommission die Ansätze, wie sie im derzeit noch gültigen Rebbaubeschluss festgelegt sind, nicht erhöht hat. Das heisst, dass das, was vor zehn Jahren recht und billig war, für die weiteren zehn Jahre auch noch gilt. Ich glaube, das ist eine wichtige Feststellung. Im übrigen habe ich es bereits angetönt: Es ist nach wie vor nötig, dass auch der Rebbauer einigermaßen rationell wirtschaftet. Ich kann mich den Ausführungen von Herrn Reichling anschliessen und brauche sie nicht zu wiederholen. Ich sage ihm aber, dass es auch im Bernbiet sehr viele kleinbäuerliche Familienbetriebe gibt, die ausschliesslich auf den Weinbau angewiesen sind. Auch für sie ist es nötig, dass solche Verbesserungen unterstützt werden. Zu den Produktionskosten: Es handelt sich hierum Beiträge für Steillagen. Die Produktionskosten sind vor allem im steilen Gelände sehr hoch. Sie sind in der Vorlage mit 47 000 bis 67 000 Franken und im Flachland mit 32 000 bis 40 000 Franken angegeben. Hier stellt man die grossen Unterschiede fest und die grossen Aufwendungen, die man in Steillagen hat. Da kann ein solcher Zustupf auch gut sein. M. Caccia, rapporteur: Au nom de la commission, je vous propose de ne pas accepter la proposition de M. Meier-Glatfelden de biffer l'article 7c. Dans certaines régions de la Suisse, les améliorations foncières sont des solutions absolument indispensables pour assurer les conditions minimums à la pratique de l'agriculture. Je viens de l'une des régions où l'application du droit romain a conduit à une subdivision successive, de génération en génération, des héritages agricoles, ce qui a engendré des situations, peut-être intéressantes pour les photographies destinées à être publiées, mais qui rendent tout à fait impossible l'exploitation agricole dans des conditions raisonnables. Or, sans les efforts vers une amélioration foncière - qui a tiré, certes, des leçons de certains excès pratiqués dans le passé - si nous voulons encore sauvegarder le paysage auquel nous tenons, la seule solution consisterait à transformer tous les paysans qui ont encore la vocation en employés de l'Etat. Quelques améliorations, qui permettent une meilleure rationalisation dans l'agriculture en général et dans la viticulture en particulier, sont absolument indispensables, même pour la sauvegarde de ce paysage auquel nous tenons tant! Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission offensichtliche Mehrheit Für den Antrag Meier-Glatfelden Minderheit Art. 7d (neu) Antrag der Kommission Titel Frostschäden Abs. 1 Der Bund leistet Beiträge an kantonale Aufwendungen für die Erneuerung von Rebbergen wegen Winterfrostschäden. Abs. 2 Der Beitrag beträgt je nach Finanzkraft der Kantone 50 bis 70 Prozent der anrechenbaren Aufwendungen. Abs. 3 Die anrechenbaren Aufwendungen betragen höchstens: a. für Parzellen, die in den letzten

E. 10

Jahren bestockt wurden 3.50 Fr./m² b. für Parzellen, die vor 11 bis 12 Jahren bestockt wurden 1.50 Fr./m² Art. 7d (nouveau) Proposition de la commission Titre Dégâts dus au gel Al. 1 La Confédération verse des contributions aux dépenses consenties par les cantons en faveur des reconstitutions rendues nécessaires à la suite de dégâts dus au gel d'hiver. Al. 2 La contribution représente, selon la capacité financière des cantons, 50 à 70 pour cent des dépenses pouvant être portées en compte. Al. 3 Les dépenses pouvant être portées en compte n'excéderont pas:

Mesures en faveur de la viticulture 230 2 mars 1989 a. Pour des parcelles plantées durant les 10 années précédant le gel 3.50 Fr./m² b. Pour des parcelles plantées 11 à 20 ans avant

le gel 1.50 Fr./m² Humbel: Das Problem Deckung bzw. teilweise Deckung von schweren Frostschäden wird mit dieser Vorlage keineswegs gelöst. Nur ein kleiner, bescheidener Ansatz ist vorhanden. Die Marginalie «Frostschäden» ist richtig. So quasi über Nacht wurde dann im Text noch «Winter» vor «Frostschäden» gesetzt, wie übrigens auch in Buchstabe e des Artikels 1. Hier ist von schweren Frostschäden die Rede, beim Artikel 7d jedoch nicht. Es besteht eine gewisse Inkonsistenz. Es war mir leider nicht möglich, innerhalb der kurz angesetzten Frist die entsprechenden Reklamationen bei diesem Text anzubringen. In der Kommission haben wir fast immer von «Frostschäden» gesprochen, also nicht von «Winterfrostschäden», weil es noch einen Spätfrost im Frühling und einen Frühfrost im Herbst gibt, wie ich von Spezialisten habe erfahren können. Uebrigens hat auch einer der Spezialisten hier, Herr Rutishauser, nur von «Frostschäden» gesprochen. Ich habe in der Kommission darauf hingewiesen, dass Rebbauern mit frostgeschädigten Rebbergen schon nach Artikel 7b das Recht hätten, entsprechende Beiträge zu verlangen, sofern die Neigungsprozente gegeben sind oder es sich um Grundstücke auf Terrassen handelt. Das würde einen grossen Teil der Rebbauern betreffen. Mit dem neuen Artikel 7d würde man nur noch einen kleinen Teil von Rebbauern erfassen, eben den sogenannten «Ernstfall». Uebrigens, der Text in Artikel 7b «Erneuerungen», den wir nun beschlossen haben, entspricht fast wortwörtlich dem jetzt noch geltenden Rebbaubeschluss. Offenbar hat man mich in der Kommission nicht recht verstanden. Immerhin kann ich auf einen Zeugen zurückgreifen, der meine Interpretation schon vor drei Jahren im Ständerat zum besten gegeben hat. Es handelt sich um keinen Geringeren als um den Vorgänger von Herrn Bundespräsident Delamuraz, also um den früheren Volkswirtschaftsminister, Herrn Bundesrat Kurt Furgler. Ich zitiere aus dem Ständeratsprotokoll vom 4. März 1986, Seite 29, als im Ständerat die Vorstösse der Landesvertreter des Kantons Schaffhausen, Frau Bühler und Herr Steiner, behandelt wurden: «Es wird sich erst in den nächsten zwei bis drei Jahren zeigen, ob man doch noch einmal zur totalen Erneuerung kommen muss. Rund 45 bis 50 der erwähnten Hektaren - also der frostgeschädigten Reben - befinden sich auf Parzellen mit Neigungen von über 30 Prozent. Die Besitzer dieser Parzellen können, wenn das nötig ist, in den Genuss der von mir geschilderten Erneuerungsbeiträge kommen.» Es ging damals um den Kanton Schaffhausen. Uebrigens hatte der Kanton Aargau zu jener Zeit einen Schaden von 78 Prozent. Frau Hafner sprach für den Kanton Schaffhausen von einem Schaden von 71 Prozent. Seitens des Bundesrates wurden den Rebbauern damals einige Versprechungen gemacht. Ich hoffe, dass diese auch vom jetzigen Volkswirtschaftsminister eingehalten werden. Ich habe bezüglich teilweiser Deckung von schweren Frostschäden zwei verschiedene Anträge in der Kommission eingereicht, aber diese sind leider auf taube Ohren gestossen, obwohl ich nur die hauptamtlichen Rebbauern meinte, nicht die Hobby-Winzer. Ich rufe in Erinnerung, dass in der Vernehmlassung einige Eingaben, es sind nicht wenige, nach Frostaussfallentschädigungen gerufen haben, so z. B. der schweizerische Bauernverband, aber auch der Kanton Aargau und, ich nehme an, sicher auch der Kanton Schaffhausen. Viele Rebbauern können eben nicht begreifen, wenn aus dem Rebbaufonds Millionen und Millionen für Verwertungsmassnahmen eingesetzt werden, aber für Schäden, die gedeckt werden sollen, kein oder nur wenig Geld. Frau Kollegin Hafner hat auf diesen krassen Widerspruch hingewiesen. Es ist meines Erachtens bedauerlich, dass die Kommission es unterlassen hat, eine gerechte, auf die Zukunft hin gerichtete Lösung vorzuschlagen. Im Plenum stelle ich keine Anträge; ich habe hier resigniert. Ich kann nur noch auf den Ständerat als Zweitrat hoffen, dass er zum Rechten sehen und eine klare Rechtsgrundlage schaffen wird. So oder so, die eidgenössischen Räte

werden sich, über kurz oder lang, wiederum mit den Rebbauern befassen müssen. Schwab, Berichterstatter: Ich kann mich sehr kurz fassen und bestätigen, dass sich die Kommission mit dieser Frage eingehend befasst hat, aber die Kommission ist auch klar zur Auffassung gekommen, dass wir hier kein Präjudiz schaffen wollen, das heisst, man will die Ernteauffälle nicht in diese Unterstützungsmassnahmen mit einbeziehen. Würde man das auf dem Gebiete des Weinbaus machen, hätte das natürlich auch für andere Gebiete mögliche Folgen, beispielsweise für den Obstbau, aber auch für anderes, und darum sind wir davon ausgegangen, dass es richtig sei, nur die Ausfälle bei Schäden an Rebstöcken zu entschädigen. Ich möchte ganz klar feststellen, dass wir hier kein Präjudiz schaffen wollen. M. Delamuraz, président de la Confédération: Le Conseil fédéral n'avait rien prévu dans son arrêté en ce qui concerne le gel, et ce, sciemment, Monsieur Humbel, parce qu'il voulait résister à ce penchant qui se manifeste de plus en plus selon lequel, en Suisse, ce qui n'est pas assuré doit être pris en charge par la Confédération d'une manière ou d'une autre lorsque le dégât se produit. C'est une philosophie qui ruine tout sens de l'entreprise et qui réduit notamment à rien cette part du risque qui fait quand même partie de tout métier, quel qu'il soit. La viticulture, tout comme l'agriculture en général, implique aussi un certain nombre de risques. La commission, pour sa part, a résisté partiellement à ce penchant en ce sens qu'au lieu d'aller aussi loin que M. Humbel, elle s'est limitée aux cas de rigueur, c'est-à-dire au gel d'hiver. Elle est allée, à mon avis, jusqu'au point qu'il ne faut pas dépasser. Elle a parfaitement compris qu'il s'agissait en la matière de faire un geste à l'endroit de ceux qui sont dans une situation telle que le gel les pousse à replanter leurs vignes. C'est quand même un cas de rigueur extrême. A ce titre-là, on peut l'accepter. Accepter d'autres risques moindres et les accepter seulement pour le vignoble, ce serait nous conduire à toutes les généralisations dans tous les autres secteurs de l'agriculture suisse. Je ne vois pas pourquoi ce que nous ferions dans le sens où M. Humbel l'entend pour la vigne, nous ne le ferions pas pour toutes les autres cultures qui sont elles aussi exposées au gel. Si les viticulteurs avaient voulu s'assurer contre ce risque, ils auraient pu le faire. Ils y ont renoncé à cause de la cherté des primes - mais si les primes sont élevées il y a une raison. Dès lors, la commission vous propose le maximum et, puisqu'il n'y a pas de proposition ce matin, je souhaite que l'autre conseil sache également garder la mesure. Angenommen - Adopté Art. 7e (neu) Antrag der Kommission Titel Rückerstattung des Bundesbeitrages Abs. 1 Die mit Unterstützung des Bundes erneuerten Rebberge müssen, höhere Gewalt vorbehalten, mindestens während

E. 15

Jahren bewirtschaftet werden. Die Kantone können einen grösseren Zeitraum vorsehen. Abs. 2 Kommt der Eigentümer oder Pächter der Bewirtschaftungspflicht nicht nach, so muss der Kanton den Bundesbeitrag zurückerstatten. Art. 7e (nouveau) Proposition de la commission Titre Remboursement de la contribution fédérale

2. März 1989 N 231 Massnahmen zugunsten des Rebbaus AI. 1 Les vignes reconstituées avec l'aide de la Confédération doivent, hormis les cas de force majeure, être exploitées pendant quinze ans au moins. Les cantons peuvent fixer une plus longue durée. AI. 2 Lorsque le propriétaire ou le fermier ne satisfait pas à cette obligation, le canton est tenu de rembourser la contribution fédérale. Angenommen - Adopté Art. 8 Antrag der Kommission verlangen. Die Zahlen über die Ernteaussichten sowie die Weinorräte pro Kanton werden vom Bundesamt veröffentlicht. Art. 8 Proposition de la commission précisions. Les chiffres concernant les perspectives de récolte et les stocks de vin par canton seront

publiés par l'Office fédéral. Angenommen - Adopté Art. 9 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 10 Antrag der Kommission Abs. 1 und 2 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Abs. 2bis (neu) Das Bundesamt veröffentlicht einen abschliessenden Bericht über die Menge und Qualität der Traubenernte sowie der Weinvorräte nach Produktionsgebieten und Sorten. Abs. 3 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 10 Proposition de la commission Al. 1 et 2 Adhérer au projet du Conseil fédéral Al. 2bis (nouveau) L'Office fédéral publie un rapport définitif sur le volume et la qualité de la récolte, ainsi que sur les quantités de vins stockées par région de production et par cépage. Al. 3 Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 11 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 12 Antrag der Kommission Abs. 1 Der natürliche Mindestzuckergehalt in Prozent-Zucker (Massengehalt an Saccharose) für Traubenposten, die zu Wein oder Getränken auf Weinbasis verarbeitet und als solche in Verkehr gebracht werden dürfen, beträgt: a. 13.6 Brix (55 Grad Oechsle) für weisse Traubensorten; b. 14.4 Brix (58 Grad Oechsle) für rote Traubensorten. Abs. Ibis (neu) Der Bundesrat setzt nach Anhören der Kantone und der Berufsorganisationen die minimalen Differenzen in Prozent- Zucker (Grad Oechsle) fest, die zwischen den verschiedenen Kategorien eingehalten werden müssen. Abs. 2 bis 4 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 12 Proposition de la commission Al. 1 La teneur naturelle minimale en pour-cent de sucre (titre massique de saccharose) que les apports de vendange doivent atteindre pour être transformés en vin ou en boissons à base de vin, commercialisés comme tels est de a. 13.6 Brix (55 degrés Oechslé) pour les cépages blancs; b. 14.4 Brix (58 degrés Oechslé) pour les cépages rouges. Al. Ibis (nouveau) Le Conseil fédéral fixe, après consultation des cantons et des organisations professionnelles, les écarts minimaux en pour-cent de sucre (degrés Oechslé) qui doivent être respectés entre les différentes catégories. Al. 2 à 4 Adhérer au projet du Conseil fédéral Hildbrand: Im Artikel 12 schlägt die Kommission vor, den natürlichen Zuckergehalt mit 55 Grad Oechsle für Weisswein und nur 58 Grad Oechsle für Rotwein festzulegen. Wir sind der Meinung, dass diese Werte ein striktes Minimum darstellen. Für unsere Verhältnisse sind sie zu tief eingestuft. Bei diesen Werten wird eine Zuckerbeigabe nicht zu umgehen sein. Eine entsprechende Kritik der Sendung «Kassensturz» ist vorprogrammiert. Wir unterstützen trotzdem Artikel 12 laut Vorschlag der Kommission; eventuell wird der Ständerat eine Korrektur anbringen. Schwab, Berichterstatter: Nur so viel: Sie haben die Fraktionssprechervoten betreffend der Oechslegrade gehört. Ich will doch hier noch feststellen, dass man einen Unterschied zwischen Riesling und Chassela machen muss. Hier besteht ein Unterschied von ungefähr 5 Grad Oechsle. Dies ist mit einzubeziehen. Die Kantone können ja, wenn sie wollen, höher gehen. M. Caccia, rapporteur: Je voudrais insister sur quelques observations faites dans l'introduction. Il y a quelques régions de Suisse et quelques cépages pour lesquels il faut avoir une certaine compréhension, des régions à vocation viticole très ancienne, et c'est la raison pour laquelle, en commission, même les représentants de régions qui pourraient supporter des teneurs minimales beaucoup plus élevées ont été favorables à l'introduction de celles-ci. L'article 12 considère donc en particulier les régions les plus défavorisées et c'est dans cet esprit que la majorité de la commission l'a accepté. Angenommen - Adopté Art. 13 Antrag der Kommission Abs. 1 Als Herkunftsbezeichnung gilt der Name des Landes oder eines Landesteiles, der einem Traubenmost oder Wein seinen Ruf gibt. Abs. 2 Die Herkunftsbezeichnung besteht aus einer Bezeichnung, die

geographisch weiter gefasst ist als die grösstmögliche Ursprungsbezeichnung. Abs. 3 (neu) Jeder Produzent dieses Landes oder dieses Landesteiles sowie die Einkellerer und Käufer des Produktes dürfen den Namen verwenden.

Mesures en faveur de la viticulture 232 2 mars 1989 Art. 13 Proposition de la commission Al. 1 Est réputé indication de provenance le nom du pays ou d'une partie du pays, qui donne sa renommée au moût ou au vin. Al. 2 L'indication de provenance consiste dans une mention géo- graphique plus étendue que celle de l'appellation d'origine, au sens le plus large de sa définition. Al. 3 (nouveau) Chaque producteur de ce pays ou de cette partie du pays, ainsi que l'encaveur et l'acheteur du produit sont autorisés à faire usage de ce nom.

Angenommen - Adopté Art. 14 Antrag der Kommission Abs. 1 Für die Ursprungsbezeichnung eines anerkannten Qualitäts- weines gilt das Produktionsgebiet (Kanton, Gegend, Gemeinde, Lage, Schloss, Weingut usw.). Abs. 2 Die Kantone legen das Produktionsgebiet und die Mischver- hältnisse fest und bestimmen, wer die Ursprungsbezeich- nung anwenden darf. Sie können für ihr Gebiet die Ursprungsbezeichnung auf eine Sammel- oder Rebsorten- bezeichnung ausweiten. Abs. 3 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 14 Proposition de la commission Al. 1 Est réputé appellation d'origine, pour un vin de qualité reconnue, le nom propre de la région où le vin est produit (canton, région, commune, cru, château, domaine, etc.). Al. 2 Les cantons déterminent l'aire de production et l'assem- blage, et fixent le cercle des utilisateurs de l'appellation d'origine. Ils peuvent élargir cette appellation à une désigna- tion d'ensemble ou de cépage pour tout le territoire. Al. 3 Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen - Adopté Art. 15 Antrag der Kommission Abs. 1 Die kontrollierte Ursprungsbezeichnung kennzeichnet einen Wein, dessen Qualität besonderen kantonalen Bestimmun- gen entspricht. (Rest des Absatzes streichen) Abs. 2 Streichen Abs. 3 Der Bundesrat erlässt für die Produktion von Weinen mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung Mindestvorschriften. Diese sind verbindlich und betreffen: Bst. a bis f Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Bst. g g. Analyse, Prüfung und Kontrolle. Bst. h Streichen Abs. 4 (neu) Die Kantone bestimmen, wer diese Bezeichnung verwenden darf. Art. 15 Proposition de la commission Al. 1 L'appellation d'origine contrôlée désigne un vin dont la qualité répond aux conditions fixées par les cantons. (Biffer le reste) Al. 2 Biffer Al. 3 Le Conseil fédéral édicté pour les vins d'appellation d'ori- gine contrôlée des dispositions relatives aux conditions minimales de production. Les dispositions ont force obliga- toire et concernent: Let. a à f Adhérer au projet du Conseil fédéral Let. g g. L'analyse, l'examen et le contrôle. Let. h Biffer Al. 4 (nouveau) Les cantons déterminent le cercle des utilisateurs de l'appel- lation. Angenommen - Adopté Art. 16 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen - Adopté 5. Abschnitt: Antrag der Kommission Titre Anpassung der Ernte an die Absatzmöglichkeiten Section 5: Proposition de la commission Titre Adaptation de la récolte aux débouchés Angenommen - Adopté Art. 17 Antrag der Kommission Mehrheit Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Minderheit (Neukomm, Ammann.Biel, Hafner Ursula, Meier-Glattfelden) Abs. 1 regionale Kommission. Diese setzt sich aus Vertretern der obgenannten Berufsorganisationen, der Verwerter und Konsumentenorganisationen zusammen. Abs. 2 zur Begrenzung der Erntemenge und der Qualitätsförde- rung vor. Sie Abs. 3 und 4 Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Antrag Gros Abs. 4 Die regionalen Kommissionen regeln ihre Organisation und bestimmen ihren Tätigkeitsbereich. Sie unterbreiten ihr Reglement dem Bundesrat. Die Kommissionen können Art. 17 Proposition de la commission Majorité Adhérer au projet du Conseil fédéral Minorité

(Neukomm, Ammann, Biel, Hafner Ursula, Meier-Glatfelden) Al. 1 une commission régionale, composée de représentants des organisations professionnelles précitées, des entreprises de transformation et des organisations de consommateurs. Al. 2 limitation de la production et d'encouragement de la qualité. Elles soumettent....

2. März 1989 N 233 Massnahmen zugunsten des Rebbaus Al. 3 et 4 Adhérer au projet du Conseil fédéral Proposition Gros Al. 4 Les commissions régionales fixent leurs règles d'organisation et définissent leur champ d'activité. Elles soumettent leur règlement au Conseil fédéral. Les commissions peuvent Abs. 1 und 2-Al. 1 et 2 Neukomm, Sprecher der Minderheit: Wir haben uns in der Kommission eingehend über diesen Artikel unterhalten. Ich bin mit der Minderheit der Kommission der Auffassung, dass in einer derart wichtigen Kommission, die sich mit der Verwertung und mit Massnahmen zur Begrenzung der Erntemenge auseinanderzusetzen hat, nicht nur Vertreter der Produzenten und Einkellerer Einsitz zu nehmen haben, sondern auch die Verwerter und Konsumenten. Wir haben alles Interesse daran - wir haben es heute morgen mehrmals gehört -, dass die Qualität im Vordergrund steht und dass die Stossrichtung der Vorlage in der Qualitätsförderung zu liegen hat. Deshalb gibt es überhaupt keine stichhaltigen Argumente gegen die Einsitznahme der Verwerter und Konsumenten in einer regionalen Kommission, die sich mit diesem ganzen Umfeld zu befassen hat. Es gibt nur Argumente für die Einsitznahme, weil schliesslich auch die Verwerter und Konsumenten betroffen sind von der Qualität, von der Menge. Gerade dem schweizerischen Rebbaubau kann die Qualitätsförderung nur dienen. Wir haben alles Interesse an einem gesunden Rebbaubau in der Schweiz. Ich habe mich deshalb auch in der Kommission mit Vehemenz für die Entschädigung bei Frostschäden eingesetzt und auch für Beiträge bei Terrassenbauten, weil bei Steillagen die Produktionskosten viel grösser sind als im Flachland, wo mehr maschinell angebaut und produziert werden kann. Die Konsumenten und die Verwerter sollten mindestens mitreden können bei den eminent wichtigen Problemen der Bestimmung der Erntemenge, der Ueberschussverwertung, denn man hat in den letzten Jahren immer wieder gehört, dass in mancher Region noch zu stark auf die Quantität Gewicht gelegt worden-ist. Man hörte die Bemerkung: Kilos bringen Franken, Oechslegrade Rappen. Das Umdenken, wonach auch die Oechslegrade Franken bringen müssten und wonach die Qualität gleich gewichtet werden sollte wie die Quantität, sollte gerade mit dem jetzigen Rebbaubau eingeleitet werden. Es soll doch keine Geheimnisse geben in dieser regionalen Kommission. Wenn wir die Verwerter und die Konsumenten als Partner betrachten, die sich auch für den Schweizer Weinbau einsetzen sollen, dann, meine ich, sollten sie auch in diesem Gremium mit dabei sein können, mit dabei sein dürfen. Denn nachher geht es ja doch darum, auch die Massnahmen bekannt zu machen, diese Massnahmen möglichst zum Tragen zu bringen. Deshalb ist es viel besser, wenn alle betroffenen Kreise von Anfang an mit dabei sein können. M. Dubois: La promotion de la qualité est reconnue par tous comme un but essentiel de ce nouvel arrêté sur la viticulture. Les milieux professionnels ont démontré, ces dernières années, leur volonté d'assumer une plus grande responsabilité dans la maîtrise de l'adaptation des récoltes face à la capacité d'absorption du marché. La plupart des vigneron, qui ont reçu des directives sous la forme de recommandations, ont volontairement régularisé leur production. Malgré le succès rencontré, il est judicieux d'insérer maintenant, dans le nouvel arrêté, les bases légales permettant de mieux maîtriser la qualité et le volume de la récolte. Les commissions régionales chargées d'analyser la situation et de faire des propositions au Conseil fédéral joueront un rôle très important dans le sens d'une responsabilisation accrue de la profession,

d'où la nécessité d'approuver la version du Conseil fédéral à l'article 17 qui précise que la commission paritaire régionale est composée de représentants des organisations professionnelles uniquement. La proposition Neukomm consiste à élargir ces commissions en y incorporant des représentants des entreprises de transformation et des organisations de consommateurs. A mon avis, il n'est pas souhaitable d'alourdir ces commissions au risque de diminuer considérablement leur efficacité. Je voudrais rappeler, en revanche, qu'il existe déjà une commission de spécialistes de l'économie viticole suisse qui se réunit très régulièrement. Elle est définie à l'article 40 de l'ordonnance sur le statut du vin, qui dit: «Le Département désigne une commission de spécialistes, dans laquelle les consommateurs sont représentés, qui est chargée de conseiller les autorités dans l'examen des questions concernant la production, le placement, les prix indicatifs, l'importation et l'exportation des produits viticoles». Nous constatons ainsi que les consommateurs sont représentés dans le cadre des dispositions contenues dans le statut du vin. C'est pourquoi je vous demande de repousser la proposition Neukomm et d'adopter la version du Conseil fédéral et de la majorité de la commission. Schwab, Berichterstatter: Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag abzulehnen. Wir haben über diese Frage in der Kommission diskutiert. Die Mehrheit hat sich für die Fassung entschieden, wie sie in der Fahne ist. Ich möchte nochmals hervorheben, es handelt sich hier um eine Kommission, der man mehr Verantwortung übertragen will. Mehr Verantwortung an die Produzenten, mehr Verantwortung an diejenigen, die direkt mit diesem Gut zu tun haben. Wir sind der Meinung, dass es so richtig ist. Die Kommission geht davon aus, dass der Bundesrat diese Leute, auf Vorschläge hin, aus diesen Organisationen gut auslösen wird und dass Sie es ist ja auch ein Versuch, man will mit diesen Kommissionen dieses Problem neu angehen - Erfahrungen sammeln. Ich bin überzeugt davon, dass das in Sachen Mengenregulierung wirksam sein wird. M. Caccia, rapporteur: La proposition présentée par la minorité tend à ce que les consommateurs soient représentés au sein de la commission ainsi qu'à élargir les tâches de cette commission qui ne devrait pas seulement limiter la production mais encourager la qualité. Comme vient de le dire M. Dubois, les consommateurs sont déjà présents dans la Commission des spécialistes pour l'économie vinicole suisse qui s'occupe en particulier de la qualité dans le cadre du statut du vin. Il n'est donc pas opportun de mêler les tâches de la Commission des spécialistes avec celles de notre commission qui traite de la limitation de la production. On risquerait alors d'avoir des commissions parallèles. En outre, si les consommateurs faisaient partie de la commission des spécialistes, d'autres personnes telles que les distributeurs en gros, les importateurs, etc. devraient aussi y être incorporées. Finalement, on aurait trois commissions régionales des spécialistes en plus de celle existant sur le plan national. Cela ne paraît pas être la formule capable de résoudre les problèmes actuels. Par conséquent, la majorité de la commission vous propose de vous en tenir au texte qu'elle vous a soumis. M. Delamuraz, président de la Confédération: J'ai trois bonnes raisons de vous inciter à rejeter la proposition de la minorité en ce qui concerne les deux premiers alinéas de l'article 17. La première de ces raisons tient à la nature de la mission des commissions régionales. Ces dernières vont être créées afin de réserver aux organisations professionnelles directement intéressées une possibilité d'autogestion. Ceux qui produisent le vin, compte tenu de la mission de la commission régionale, ont quelque chose à y dire et ont un élément à y apporter. Par conséquent, ces spécialistes seulement peuvent composer de telles commissions. La proposition du Conseil fédéral tend d'ailleurs à constituer la commission en fonction, précisément, de sa mission, les entreprises de

Mesures en faveur de la viticulture 234 N 2 mars 1989 transformation y étant représentées par les encaveurs au sens large du terme. Deuxièmement, je vous prie d'appuyer la majorité parce que les organisations de consommateurs sont représentées dans la Commission des spécialistes de l'économie vinicole suisse. Cette dernière traite de l'ensemble de l'économie vinicole et la place des consommateurs y est toute tracée, car ils ont quelque chose à y dire. En effet, on ne se borne pas, au sein de cette commission, au problème strictement délimité, à savoir celui de la production, mais on y examine l'ensemble des problèmes liés à l'économie vinicole suisse. Il est donc bien normal que les consommateurs en fassent partie. Je note que les consommateurs sont encore représentés au sommet, dans la Commission consultative de l'agriculture qui, incidemment, a l'occasion de traiter des problèmes vinicoles. Par conséquent, les consommateurs sont présents là où ils doivent l'être et la commission régionale n'est pas l'endroit idoine pour eux. Enfin, troisièmement, si, en votant la proposition de minorité, vous introduisiez des consommateurs dans les commissions régionales, je ne vois pas pourquoi d'autres milieux de l'économie vinicole tout aussi impliqués, tels les distributeurs ou les importateurs, n'y seraient pas représentés. Je ne vois pas quel est votre critère de sélection. Dès lors qu'on devrait étendre à ces milieux-là la représentation, ce ne seraient plus des commissions régionales au sens où nous l'entendons, mais bien des commissions de spécialistes, répétées dans toutes les régions et dont on n'a pas besoin. En conclusion, je vous demande de choisir la voie de la majorité. Präsident: Ich schlage Ihnen vor, über die Absätze getrennt abzustimmen. - Sie sind damit einverstanden. Abs. 1 -AI. 1 Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit 79 Stimmen Für den Antrag der Minderheit 45 Stimmen Abs. 2-AI. 2 Abstimmung - Vote Für den Antrag der Mehrheit 81 Stimmen Für den Antrag der Minderheit 49 Stimmen Abs. 3-AI. 3 Angenommen - Adopté Abs. 4-AI. 4 M. Gros: La modification que je vous propose d'apporter à l'article 17, alinéa 4, ne tend pas à changer fondamentalement le sens des mesures visant à adapter la récolte aux possibilités du marché. La création de commissions régionales est une solution qui mérite d'être pleinement soutenue, et elle l'est d'ailleurs par l'ensemble des organisations viticoles. Mais ces mêmes organisations professionnelles demandent parallèlement plus de responsabilités et que la prévention des récoltes excédentaires soit de la compétence de l'interprofession, sur la base des commissions régionales. Le message du Conseil fédéral est lui-même truffé, à chaque chapitre, de cette volonté du gouvernement d'aller vers une responsabilisation accrue de la profession. M. Delamuraz, président de la Confédération, a même parlé tout à l'heure d'autogestion. Ma proposition n'a qu'un objectif: concrétiser cette volonté dans l'arrêté, ou tout au moins une petite part de cette volonté. Il est vrai en effet que déjà à l'alinéa premier de l'article 17, il aurait été préférable de permettre aux associations professionnelles de désigner elles-mêmes ces commissions régionales. Le Conseil fédéral a préféré conserver cette prérogative, expliquant dans le message que cette solution n'était juridiquement pas acceptable. N'étant pas juriste, j'accepte, à regret, ce verdict. Je me borne donc à vous demander de modifier l'alinéa 4 en permettant au moins aux commissions régionales d'élaborer leurs propres règlements et de définir leur champ d'activité. Dans le projet d'arrêté, il est prévu que le Conseil fédéral règle l'organisation et le champ d'activité des commissions régionales, ce qui ne peut que les réduire au rang de simples exécutantes. On s'aperçoit ainsi que la volonté de responsabilisation de la profession, affirmée maintes fois par le Conseil fédéral, par les parlementaires - notamment par rapport à l'initiative parlementaire de M. Berger - ainsi que par les associations professionnelles qui veulent prendre leur destin en mains, on s'aperçoit, donc, que cette volonté n'arrive pas à se concrétiser dans les textes législatifs. Et pourtant,

lors des années difficiles qu'a traversées le secteur viticole, l'interprofession a prouvé qu'elle était apte à régler les problèmes en mettant en oeuvre une politique de régulation des récoltes et de promotion de la qualité. Il est donc temps pour nous, Parlement, de manifester à ces associations professionnelles une certaine confiance quant à leurs compétences et à leur capacité de régler les problèmes de récoltes excédentaires. Que ma proposition soit bien claire: je ne conteste pas les prérogatives du Conseil fédéral fixées à l'article 18. Il est logique que lorsque la Confédération intervient financièrement, notamment par des mesures de placement, elle puisse conséquemment imposer des mesures de limitation. Par contre, à l'article 17 qui concerne la gestion de l'économie viti-vinicole, il paraît logique de laisser aux commissions régionales la responsabilité de s'organiser comme elles l'entendent lorsque la Confédération n'est pas appelée à intervenir sur le marché. Ma proposition garantit également une saine appréciation de la situation viticole et des mesures à prendre puisqu'elle prévoit que le règlement des commissions est soumis au Conseil fédéral pour approbation. «Nous proposons un système adapté à la diversité de nos vignobles et de nos marchés, qui tienne compte également de la volonté d'impliquer toujours plus les organisations professionnelles dans la conduite de l'économie viticole.» Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Conseil fédéral dans son message à l'appui de cet arrêté. Je vous demande d'accepter cette modification de l'article 17, qui ne bouleverse pas l'équilibre de l'arrêté fédéral sur la viticulture mais qui tente de concrétiser, certes très modestement, le voeu unanime de responsabiliser les principaux intéressés. Schwab, Berichterstatter: Einige Unsicherheit hat es gegeben, weil wahrscheinlich zwischen deutschem und französischem Text ein Unterschied bestehen soll. Ich muss Ihnen im Namen der Kommission beantragen, diesen Antrag abzulehnen. Einen ähnlichen Antrag haben wir eigentlich nicht gehabt. Ich zweifle nicht daran, dass dieser Antrag in Winzereisen sympathisch erscheint. Aber wir haben es wirklich mit einem Instrumentarium zu tun, das in eine äusserst heikle Frage eingreifen muss: in die Mengenregulierung des Mostes, der eingekellert werden soll. Den Tätigkeitsbereich dieser Kommission können Sie wirklich nicht selber festlegen, und das ist der Hauptgrund, weshalb dieser Antrag, obwohl er sympathisch erscheint, abgelehnt werden muss. M. Caccia, rapporteur: Je vous rappelle qu'il manque une ligne à l'alinéa 4 qui devrait stipuler que «le Conseil fédéral fixe les bases pour la limitation des quantités produites». Il faut donc considérer la proposition de M. Gros dans ce cadre. Je pense que chacun reconnaît que les représentants de l'interprofession ont bien oeuvré ces dernières années pour essayer de résoudre ce problème. La proposition de M. Gros vise à souligner cet aspect et à leur faire davantage confiance en ce qui concerne la définition des règles d'organisation et du champ d'activité des commissions elles-

2. März 1989 N 235 Massnahmen zugunsten des Rebbaus mêmes. Pour ce qui est de l'organisation, on pourrait facilement accepter la proposition de M. Gros. Toutefois, il serait difficile pour le Conseil fédéral et pour nous-mêmes d'accepter que ces règles fixent aussi leur champ d'activité. On est donc devant une proposition intéressante et acceptable pour une moitié et plus difficilement pour l'autre. Au sein de la commission, nous avons eu une longue discussion mais sur une proposition qui allait beaucoup plus loin que celle présentée par M. Gros ce matin. Il n'y a pas une position officielle de la commission sur la proposition de M. Gros. Personnellement, je suis d'avis qu'une partie de cette dernière pourrait être acceptée mais les règles de ce conseil ne permettent pas d'entériner seulement une partie de la teneur d'une proposition. M. Delamuraz, président de la Confédération: Je rappellerai au sujet de la philosophie de l'autoresponsabilité professionnelle du secteur privé, que ce n'est pas une proclamation creuse, que c'est réellement, par la grâce de

plusieurs biais de cet article, la politique que vous propose de suivre le Conseil fédéral. En ce qui concerne la création de ces commissions, je crois que la recherche en paternité aboutirait vite à constater que c'est bel et bien le Conseil fédéral qui l'a voulu - et cela témoigne de cette volonté de jonction entre le secteur privé, la profession et les pouvoirs publics. M. Gros souhaiterait qu'on aille plus loin et que ces commissions régionales puissent librement fixer leurs règles d'organisation et leur champ d'activité. Sur ce point, à l'instar des rapporteurs, mon coeur balance. Si, juridiquement, l'article 32, alinéa 3, de la Constitution fédérale permet de déléguer à des commissions le droit de légiférer en matière de règlements d'organisation, c'est la teneur de la moitié de votre proposition, en revanche, et c'est l'autre moitié de votre proposition - malheureusement pour vous - il n'en va pas de même en ce qui concerne le champ d'activité, c'est-à-dire la mission ou plutôt non pas la manière dont on l'accomplira, mais son cadre, ses limites. Son tracé doit être impérativement réglé par le Conseil fédéral. C'est la raison pour laquelle on aurait pu imaginer que des esprits subtils, plus avisés, s'approchent de vous, Monsieur Gros, et vous suggèrent de transformer un peu votre proposition, de laisser le champ d'activité - car juridiquement il le faut - au Conseil fédéral, et de prendre à votre compte l'organisation de la commission. Ces esprits subtils ont fait défaut, Monsieur Gros, cela peut arriver, à moi tout d'abord qui n'ai pas reçu à temps votre proposition. Etant donné que les règles sont assez rigides, je vous demande aujourd'hui de renoncer à l'amendement de M. Gros. Vous connaissez l'immarcescible sagesse du deuxième conseil: peut-être introduira-t-il une mesure plus adéquate. Mais même dans la négative, et même si, aujourd'hui, suivant le Conseil fédéral, vous repoussez la proposition de la minorité, je puis vous assurer que le Conseil fédéral fera un usage éclairé du droit qui lui est accordé ici, et qu'il ne viendra pas devant vous avec ses gros sabots fédéraux!

Präsident: Herr Gros hat das Wort für eine kurze persönliche Erklärung. M. Gros: J'ai bien compris le message et je retire cet amendement que je soumettrai au Conseil des Etats dans l'esprit que Monsieur Delamuraz, président de la Confédération, a défini. Angenommen gemäss Antrag der Kommission Adopté selon la proposition de la commission Art. 18 bis 21 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 18 à 21 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 22 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral

Zbinden Paul: Ich möchte zuerst meine Interessenlage bekanntgeben. Ich bin persönlich ausserordentlich daran interessiert, dass wir ein gutes Glas Wein trinken können. Zu Artikel 22 möchte ich etwas haushaltpolitisch Relevantes sagen. Bis anhin war vor allem das Agrarpolitische an der Reihe. Wir müssen Artikel 22 auch in Verbindung bringen mit Artikel 7, mit den Bundesbeiträgen, welche die Kommission eingeführt hat. Wenn es nun in Artikel 22 heisst: «Die Ausgaben nach diesem Beschluss werden durch die Rückstellung Rebbau- fonds gedeckt.... » möchte ich hier klarstellen, dass die Bundesbeiträge begrenzt sind durch die Mittel, welche diesem Rebbaufonds zur Verfügung stehen. Wenn wir uns Artikel 7a über die neuen Beiträge ansehen, können wir feststellen, dass ein Rechtsanspruch der Weinbauern auf Bundesbeiträge besteht, wenn die Voraussetzungen erfüllt sind. Es sind flächenbedingte Beiträge, und wenn ein Rechtsanspruch besteht, müssen diese Beiträge bezahlt werden. Ich vertrete schon seit einiger Zeit die Auffassung, dass diese Mittel, welche hier als Beiträge ausbezahlt werden, begrenzt werden sollen durch jene Mittel, welche dem Rebbaufonds jeweils zur Verfügung stehen. Der Rebbau- fonds wird ja gespiesen durch Abgaben, welche beim importierten Wein erhoben werden. Ich wäre nicht einverstanden, wenn für den Weinbau, d. h. für den Alkoholkonsum in der Schweiz,

Steuergelder aufgewendet würden. Deshalb diese Präzisierung zu Artikel 22. Wir haben in diesem Bereich natürlich Erfahrungen gemacht, die uns etwas lehren sollten. Wir haben andere Fonds, gerade auch im Landwirtschaftsbereich. Gestützt auf diese Fondsmittel hat man Subventionen beschlossen, und fünf oder zehn Jahre nachher hat man nicht mehr danach gefragt, ob die Fondsmittel genügen, sondern einfach Bundesmittel eingesetzt. Ich bin der Auffassung, im Weinbau soll das nicht geschehen. Lassen Sie mich noch eine andere Bemerkung im Zusammenhang mit dem Rebbaufonds machen: Wir haben ein sehr protektionistisches System gegenüber den Weinimporten. Dank diesen Abgaben können wir den Rebbaufonds speisen und die Weinbauwirtschaft unterstützen. Was geschieht - wir haben jetzt zwei Tage von Europa und der Integration gesprochen -, wenn diese protektionistischen Massnahmen abgebaut werden müssen, wenn also die Beiträge völlig dahinfallen? Wie wollen wir dann die Beiträge gemäss Artikel 7a ff. finanzieren? Die Liberalisierung und der Protektionismus sind auch Themen, welche hier zur Sprache kommen. Ich halte dafür, den Sinn von Artikel 22 so festlegen zu lassen, dass die Mittel des Rebbaufonds auch die Beiträge im Sinne von Artikel 7a ff. des Rebbaubeschlusses begrenzen. Angenommen - Adopté Art. 23 bis 33 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 23 à 33 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Loi sur le service de l'emploi. Révision 236 N 2 mars 1989 Für Annahme des Beschlussentwurfes 116 Stimmen (Einstimmigkeit) An den Ständerat - Au Conseil des Etats #ST# 85.069 Arbeitsvermittlungsgesetz. Revision Loi sur le service de l'emploi. Révision Siehe Jahrgang 1987, Seite 177 - Voir année 1987, page 177 Beschluss des Ständerates vom 28. September 1988 Décision du Conseil des Etats du 28 septembre 1988 Differenzen - Divergences Reimann Fritz, Berichterstatter: Vor genau zwei Jahren, in der Frühjahrssession 1987, hat der Nationalrat das Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Arbeitsverleih durchberaten. Inzwischen hat auch der Ständerat das Gesetz behandelt. Der Ständerat hat als Zweitrat gegenüber der Fassung des Nationalrates an 22 Artikeln Änderungen vorgenommen. Unsere Kommission hat an ihrer Sitzung vom 17. Januar zu diesen Differenzen Stellung genommen. Bei vier Differenzen zum Ständerat beantragt Ihnen unsere Kommission, an der Fassung des Nationalrates festzuhalten. Bei fünf Artikeln wird eine neue Fassung vorgeschlagen. Aus der Kommission wurden zudem zwei Minderheitsanträge eingereicht. Einer der Streitpunkte zwischen Ständerat und Nationalrat liegt in den unterschiedlichen Prioritäten von öffentlicher und privater Arbeitsvermittlung. Der Ständerat wollte der öffentlichen Arbeitsvermittlung gegenüber der privaten Vermittlung nur ergänzende Funktion einräumen, während Bundesrat und Nationalrat für eine Gleichstellung plädieren. Unsere Kommission beantragt Ihnen, an der Fassung, wie sie der Nationalrat in Artikel 1 Buchstabe b beschlossen hat, festzuhalten. Weitere Differenzpunkte bilden die Gebührenpflicht bei der Arbeitsvermittlung und beim Arbeitsverleih in den Artikeln 4 und 15. Nach Vorschlag von Bundesrat und Nationalrat regelt der Bundesrat die Gebührenpflicht. Der Ständerat beantragt Streichung dieses Absatzes mit dem Hinweis auf die Gebührenhoheit der Kantone. Bundesrat und Nationalrat streben jedoch eine Harmonisierung der Gebühren an. Unsere Kommission schliesst sich dieser Zielsetzung an und beantragt Ihnen Festhalten am Beschluss des Nationalrates. Ausserdem hat der Ständerat beschlossen, Artikel 14 zu streichen. In diesem Artikel geht es um die Sicherung von Ansprüchen von Arbeitnehmern aus dem Arbeitsverhältnis an Verleihfirmen, die durch eine Kautions des Verleihers gedeckt werden sollen. Beim Arbeitsverleih handelt es sich um ein Dreieckverhältnis. Der Arbeitnehmer hat zwei Arbeit-

geber: die Verleihfirma, die ihm den Lohn bezahlt, und den Einsatzbetrieb, der ihm die Arbeit zuweist. Gegenüber dem Einsatzbetrieb kann der Arbeitnehmer keine Forderungen geltend machen, da er von der Verleihfirma bezahlt wird. Wenn Ihnen unsere Kommission Festhalten an der Kautions beantragt, ist das keineswegs ein Misstrauensvotum gegen- über den grossen bekannten Temporärfirmen. Aber weil es von der Investition und vom Know-how her recht leicht ist, eine Verleihfirma zu eröffnen, gibt es immer wieder inkompetente Elemente, die sich an dieses Gewerbe heranma- chen. Beim Scheitern eines solchen Unternehmens müssen oft die Arbeitnehmer die Risiken tragen. Wir beantragen Ihnen deshalb Festhalten an Artikel 14. Zu Diskussionen Anlass gab auch die Frage der Unterstel- lung von Leitpersonal unter einen im Einsatzbetrieb gültigen Gesamtarbeitsvertrag. Nach dem ursprünglichen Text des Bundesrates, gemäss Artikel 20, würden nur die Lohn- und Arbeitszeitbestimmungen von allgemein verbindlich erklär- ten Gesamtarbeitsverträgen berücksichtigt. Einen, von der Verwaltung im Auftrage unserer Kommission in der ersten Lesung ausgearbeiteten Vorschlag, der das Leitpersonal mit der Unterstellung unter einen im Einsatzbetrieb gültigen Gesamtarbeitsvertrag dem Stammpersonal gleichstellen wollte, hat der Nationalrat abgelehnt. Er stimmte bekannt- lich einem Minderheitsantrag Allenspach zu, der zwar anstelle der Lohn- und Arbeitszeitbestimmungen alle im Gesamtarbeitsvertrag enthaltenen Arbeitsbedingungen berücksichtigt, sich jedoch auf die allgemeinverbindlichen Gesamtarbeitsverträge beschränkt. In der Kommission wurde die Frage aufgeworfen, ob man nicht auf die von ihr in Auftrag gegebene, aber vom Natio- nalrat in der ersten Lesung abgelehnte Fassung zurückkom- men wolle. Diese Forderung wurde von Arbeitnehmerseite mit der Begründung geltend gemacht, dass nur ein kleiner Teil der gültigen Gesamtarbeitsverträge allgemeinverbind- lich sind. Die Kommission hat die Wiederaufnahme dieses Vorschlages mehrheitlich mit dem Hinweis darauf abge- lehnt, dass sich bezüglich allgemeiner Verbindlichkeit in der ersten Lesung zwischen National- und Ständerat keine Diffe- renz ergeben habe. Die Kommissionsmehrheit stützt sich dabei auf Artikel 16 Absatz 2 des Geschäftsverkehrsge- setzes. Die Kommission beantragt Ihnen, der vom Nationalrat in der ersten Lesung beschlossenen Fassung zuzustimmen. Eine Kommissionsminderheit Allenspach beantragt Zustimmung zum Ständerat. Eine wichtige Differenz ergab sich auch in Artikel 19 bezüg- lich der Kündigungsfristen. Der Ständerat möchte für das Leitpersonal wesentlich vom Arbeitsvertragsrecht abwei- chende Kündigungsfristen einräumen. Unsere Kommission hat für das Anliegen einer etwas gelockerten Regelung der Kündigungsfrist Verständnis gezeigt, wollte jedoch aus Gründen des Arbeitnehmerschutzes nicht so weit gehen wie der Ständerat. Wir beantragen Ihnen, der neuen Fassung unserer Kommission zuzustimmen. Bei Artikel 19 muss ich Sie noch auf einen Fehler auf der Fahne aufmerksam machen. Unsere Kommission hat zwar der ständerätlichen Fassung von Absatz 2 zugestimmt, jedoch ohne die Worte «in der Regel» in der ersten Zeile. Ich bitte Sie, diese Korrektur auf Ihrer Fahne noch vorzuneh- men, also Absatz 2 wie Ständerat, aber ohne die Worte «in der Regel». Gestatten Sie mir, als Präsident dieser Kommission, eine Bemerkung allgemeiner Natur zu diesem Gesetz. Die Revi- sion des Gesetzes über die Arbeitsvermittlung entspricht einer Notwendigkeit, weil das aktuell gültige Gesetz aus dem Jahre 1951 den heutigen Anforderungen in keiner Weise mehr Rechnung tragen kann. Das ist auch verständlich, wenn man die hektische technische, wirtschaftliche und auch gesellschaftliche Entwicklung der vergangenen 40 Jahre berücksichtigt. Ich denke an die Umstrukturierungen in den Betrieben, bei denen Zehntausende von Arbeitneh- mern ihren angestammten Arbeitsplatz verloren haben und sich nach neuen Arbeits- und Existenzmöglichkeiten umse- hen mussten. Gleichzeitig hat

der Personalverleih in unserer Wirtschaft einen ungeahnten Aufschwung erfahren. Es entspricht deshalb einem Bedürfnis, dass diese neue Form von Arbeitnehmer/Arbeitgeber-Beziehung, welche auf einem Dreieckverhältnis zwischen Leihfirma, Einsatzbetrieb und Arbeitnehmer beruht, gesetzlich geregelt wird, weshalb das Gesetz über die Arbeitsvermittlung durch den Arbeitsverleih ergänzt wurde. Trotz diesen kaum bestrittenen Notwendigkeiten hatte man von Anfang an den Eindruck, dieser Gesetzesentwurf werde als ungeliebtes und unerwünschtes Kind behandelt. Der Vorwurf von unnötiger staatlicher Reglementierung und unnötigem Eingriff der öffentlichen Hand in die Wirtschaft war unüberhörbar. Aber auch die Abstimmungsergebnisse, mit häufigen Enthaltungen sowohl im National- als auch im Ständerat, lassen auf eine gewisse Interesselosigkeit bis Ablehnung schliessen.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Massnahmen zugunsten des Rebbaus Mesures en faveur de la viticulture In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1989 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 05 Séance Seduta Geschäftsnummer 88.081 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 02.03.1989 - 08:00 Date Data Seite 216-236 Page Pagina Ref. No

E. 20

017 185 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.